

LA PROTECTION CIVILE AU CANADA

*Comment le bel art de la langue de bois et de la
procrastination entrave les gens qui voudront vous
aider quand le pire surviendra ...*

**Rapport du Comité sénatorial permanent de la
sécurité nationale et de la défense**



Réponses au questionnaire

**Volume 4
Deuxième session
Trente-neuvième législature
2008**

Le rapport *La protection civile au Canada* comprend quatre volumes.
Le premier volume contient les observations et recommandations du comité.
Les volumes 2, 3 et 4 regroupent les réponses fournies par 92 des 100 municipalités sondées
par le comité.

Les quatre volumes sont disponibles en ligne à www.sen-sec.ca.
Des copies papier sont disponibles sur demande.

Pour tout renseignement :
Site Web du comité : www.sen-sec.ca
Greffières du comité : defence@sen.parl.gc.ca
1-800-267-7362 (numéro sans frais)

This document is available in English

LA PROTECTION CIVILE AU CANADA

*Comment le bel art de la langue de bois et de la
procrastination entrave les gens qui voudront vous aider
quand le pire surviendra ...*

**Rapport du Comité sénatorial permanent de la
sécurité nationale et de la défense**

**Volume 4
Deuxième session
Trente-neuvième législature
2008**

TABLE DES MATIÈRES

Membres	i
Présentation des réponses au questionnaire	iii
Lettre d'accompagnement pour le questionnaire	v
Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007	vii
Municipalités par ordre alphabétique	xix
Municipalités par ordre alphabétique de province.....	xxi
Municipalités en ordre de population	xxvi
Réponses au questionnaire.....	1

MEMBRES

LE COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT DE LA SÉCURITÉ NATIONALE ET DE LA DÉFENSE 39^e législature, 2^e session

L'honorable Colin Kenny
Président

L'honorable David Tkachuk
Vice-président

et

Les honorables sénateurs :

Tommy Banks
Joseph A. Day
Michael A. Meighen
Grant Mitchell
Wilfred P. Moore
Nancy Ruth
Rod A.A. Zimmer

*L'honorable Marjory Lebreton, C.P. (ou l'honorable Gerald Comeau)

*L'honorable Céline Hervieux-Payette, C.P.
(ou l'honorable Claudette Tardif)

*Membres d'office

Autres sénateurs qui ont participé au travail du comité à ce sujet :
Les honorables sénateurs Dallaire, Downe, Massicotte, Nolin, Peterson
et Segal

Conseillers spéciaux du comité :
MGen (ret) Keith McDonald et Barry Denofsky

Personnel de recherche de la Bibliothèque du Parlement :
Melissa Radford, Maureen Shields, Jason Yung et Steven James

Greffières du comité :
Shaïla Anwar et Gaëtane Lemay

PRÉSENTATION DES RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE

Les volumes 2, 3 et 4 de ce rapport contiennent les 92 réponses que le Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense a reçues à son questionnaire sur la protection civile, présentées par ordre alphabétique de municipalité. Ce questionnaire a été envoyé aux premiers intervenants de 100 municipalités canadiennes comptant une population de plus de 20 000 habitants.

Tout comme le questionnaire diffusé par le comité en 2004, celui-ci ne se voulait pas une enquête scientifique. Au contraire, le comité y posait des questions « pointues » et des questions ouvertes laissant aux responsables locaux la chance de décrire librement leur degré de préparation. Nous estimons que cette vaste enquête a permis d'esquisser un tableau assez exact de la situation en matière de protection civile au Canada.

Le rapport de 2004 du comité a suscité des réactions positives, dont des observations élogieuses sur l'utilité des réponses pour les lecteurs du questionnaire. Le comité espère, qu'encore une fois, son rapport sur la protection civile servira d'ouvrage de référence

- aux médias;
- aux premiers intervenants et aux organismes de gestion des situations d'urgence des diverses collectivités, afin qu'ils puissent comparer le degré de préparation de leur municipalité à celui d'autres collectivités de même taille;
- aux populations des municipalités sondées, afin qu'elles aient une idée de la mesure dans laquelle leur communauté pourrait gérer les effets d'une catastrophe naturelle ou attribuable à l'action humaine.

Le comité est reconnaissant à tous ceux qui ont répondu à son questionnaire et tient à remercier les premiers intervenants qui ont pris le temps d'en commenter la teneur.

LETTRE D'ACCOMPAGNEMENT POUR LE QUESTIONNAIRE



CANADA

LIBRARY OF PARLIAMENT
BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

Ottawa (Ontario) K1A 0A9
Le 13 avril 2007

À l'attention du directeur de la gestion des urgences :

Le Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense mène une étude de suivi concernant son enquête de 2003 sur la capacité d'intervention en cas d'urgence au Canada. Au nom de ce Comité, je sollicite votre aide dans le cadre de cette étude. En 2003, les renseignements fournis par diverses municipalités ont donné au Comité une bonne idée de la façon dont les premiers intervenants perçoivent la capacité d'intervention en cas d'urgence et se sont révélés inestimables pour la publication du rapport du Comité, intitulé *Les urgences nationales : Le Canada, fragile en première ligne*. Le Comité se tourne de nouveau vers votre municipalité pour l'aider à comprendre son niveau de préparation en cas d'urgence.

Notre rapport *Les urgences nationales : Le Canada, fragile en première ligne*, en mars 2004, était fondé sur une simple question : de quoi les premiers intervenants ont-ils besoin pour répondre efficacement à des urgences et des catastrophes à grande échelle? Dans notre rapport, nous avons indiqué que nous étions préoccupés par le manque d'attention et de financement de la part du gouvernement en ce qui concerne la capacité d'intervention en cas d'urgence dans les domaines de la santé, des désastres naturels et des actes terroristes. Ces mêmes sujets nous préoccupent toujours aujourd'hui.

Même si le Comité a entendu les témoignages de nombreux représentants du gouvernement fédéral, nous avons constaté que les renseignements les plus précieux proviennent des hommes et des femmes qui travaillent en première ligne – les premiers intervenants et les responsables de la gestion des urgences municipaux tels que vous. La dernière fois, nous avons envoyé des questionnaires à environ 100 municipalités dont la population était supérieure à 20 000 habitants, et nous avons reçu des réponses de la part de 86 coordonnateurs de la protection civile. Le Comité apprécierait obtenir, une fois de plus, des renseignements au sujet de votre municipalité.

... /2

Vous trouverez ci-joint un questionnaire portant sur les mêmes points et sujets clés qui refont constamment surface depuis le début de notre enquête en 2003. Le Comité vous serait reconnaissant de mettre à jour les renseignements concernant l'état de préparation actuel et souhaité de votre municipalité, ainsi que sur votre organisation de gestion des urgences, vos besoins en matière de financement, les menaces possibles visant votre municipalité, les efforts de protection des infrastructures essentielles et l'état de vos relations avec les organisations territoriales, provinciales et fédérales de gestion des urgences.

Le Comité espère débattre des réponses reçues à l'occasion de ses audiences à la fin de juin. Veuillez faire parvenir votre réponse par courriel à l'adresse defense@sen.parl.gc.ca. Comme dans le cas du rapport intitulé *Les urgences nationales : Le Canada, fragile en première ligne*, que vous pouvez consulter au <http://www.sen-sec.ca>, les réponses fournies par votre municipalité seront reproduites textuellement. Cela nous permettra d'illustrer les différentes opinions d'un bout à l'autre du Canada.

Je suis chargé de la cueillette des renseignements. Vous pouvez communiquer avec moi par téléphone au 613-995-6364, ou par courriel à l'adresse james@parl.gc.ca pour obtenir plus d'information.

J'apprécierais obtenir une réponse de votre part d'ici le 15 mai 2007. Je ferai un suivi de la présente auprès de votre bureau dans la semaine du 1^{er} mai 2007.

Merci de votre collaboration.

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Steven James
Division des affaires politiques et sociales
Service d'information et
de recherche parlementaires

SJ/dl

p.j.

QUESTIONNAIRE SUR LA GESTION DES URGENCES - 2007

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
 - Rurale
 - Urbaine
 - Rurale et urbaine

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport..
- Toutes ces réponses

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
 - Un processus provincial normalisé?
 - Un processus fédéral normalisé?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique
- Organisation locale de gestion des urgences
- Administration municipale
- Tous les services susmentionnés
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?
 - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....
- Quelque peu préparée....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....
- Ne sais pas

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
 - Oui Non
 - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
 - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SIGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SIGI, gestion de site, autre

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
 - Santé publique
 - Ambulanciers
 - Service des incendies
 - Service de police
 - Organisation de mesures d'urgence locale
 - Organisation de mesures d'urgence provinciale

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui Non
- Dans l’affirmative, dans quel but?
 - Formation
 - Créer une organisation de mesures d’urgence.....
 - Acheter du matériel d’intervention
 - Constituer une capacité d’intervention CBRNE
 - Constituer une capacité d’intervention SARMU
 - Constituer une capacité d’intervention en cas de cyberattaque.....
 - Autre (veuillez préciser ci-dessous)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l’intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui Non
- Dans l’affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
 - Satisfaite
 - Quelque peu satisfaite
 - Pas satisfaite
 - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu’est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
 - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non
- Ce système vous satisfait-il?
 - Oui Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
 - Oui Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?
 - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
 - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
 - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
 - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Questions de suivi

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
 - À la radio locale
 - À la télévision locale
 - À la radio nationale
 - À la télévision nationale
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
 - Par législation locale
 - Autre : expliquez
-
- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui
 - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
 - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
 - Fournitures stockées (voir 2b)
 - Équipement d'urgence spécial
 - Précisez
 - Fournitures médicales
 - Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
 - Aliments et eau
 - Autres
 - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme
 - J'ai accès à une cache
 - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
 - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
 - Non à tout ce qui précède

MUNICIPALITÉS PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE

Volume 2

Abbotsford	1
Airdrie	13
Alma.....	24
Barrie	34
Belleville.....	46
Brandon.....	58
Brantford.....	69
Brockville.....	80
Calgary	90
Campbell River	103
Cap Breton	114
Charlottetown.....	125
Chatham-Kent.....	138
Chilliwack.....	149
Clarington	161
Colchester	172
Coquitlam.....	184
Cornwall.....	198
Courtenay	210
Drummondville.....	221
Edmonton.....	232
Gatineau	243
Granby	255
Grande Prairie.....	266
Grand Sudbury	278
Guelph.....	289
Halifax	301
Halton Hills.....	315
Hamilton	326
Joliette.....	338
Kamloops	349
Kingston.....	360

Volume 3

Kitchener.....	1
Langley	13
Laval	26
Leamington.....	37
Lethbridge.....	47
London	58
Longueuil	69
Medicine Hat.....	82
Milton.....	94
Moncton	105
Montréal.....	120

Moose Jaw	132
Nanaimo.....	144
North Bay.....	155
Orangeville.....	166
Orillia	177
Oshawa.....	189
Ottawa.....	200
Owen Sound.....	214
Penticton	226
Peterborough.....	237
Prince Albert.....	248
Prince George	259
Québec	271
Regina	282
Richmond.....	292
Rimouski.....	304
Rouyn-Noranda.....	317
Saanich.....	329
Saguenay / Chicoutimi – Jonquière	340
Saint John.....	352
Saint-Georges.....	364
Saint-Jean-sur-Richelieu.....	375
Saint-Jérôme	385

Volume 4

Salaberry-de-Valleyfield.....	1
Sarnia	12
Saskatoon	26
Sault Ste. Marie.....	38
Shawinigan.....	49
Sherbrooke	60
Sorel	71
St. Catharines	82
St. John’s.....	93
St. Thomas	103
Stratford	114
Strathcona County.....	125
Surrey.....	136
Thetford Mines	147
Thunder Bay	157
Timmins	168
Toronto.....	179
Trois-Rivières	195
Vancouver	206
Vernon	216
Victoria	227
Victoriaville	238
Windsor.....	249
Winnipeg.....	261
Wood Buffalo	273
Woodstock	284

MUNICIPALITÉS PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE DE PROVINCE

(numéro de volume – numéro de page)

ALBERTA

Airdrie.....	2-13
Calgary.....	2-90
Edmonton.....	2-231
Grande Prairie.....	2-265
Lethbridge.....	3-47
Medicine Hat.....	3-82
Strathcona County.....	4-125
Wood Buffalo.....	4-273

COLOMBIE-BRITANNIQUE

Abbotsford.....	2-1
Campbell River.....	2-103
Chilliwack.....	2-149
Coquitlam.....	2-184
Courtenay.....	2-210
Kamloops.....	2-348
Langley.....	3-13
Nanaimo.....	3-144
Penticton.....	3-226
Prince George.....	3-259
Richmond.....	3-292
Saanich.....	3-329
Surrey.....	4-136
Vancouver.....	4-206
Vernon.....	4-216
Victoria.....	4-227

ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

Charlottetown.....	2-125
--------------------	-------

MANITOBA

Brandon.....	2-58
Winnipeg.....	4-261

NOUVEAU-BRUNSWICK

Moncton.....	3-105
Saint John.....	3-352

NOUVELLE-ÉCOSSE

Cap Breton.....	2-114
Colchester.....	2-172
Halifax.....	2-300

ONTARIO

Barrie	2-34
Belleville.....	2-46
Brantford.....	2-69
Brockville.....	2-80
Chatham-Kent.....	2-138
Clarington	2-161
Cornwall.....	2-198
Grand Sudbury	2-277
Guelph.....	2-288
Halton Hills.....	2-314
Hamilton	2-325
Kingston.....	2-359
Kitchener.....	3-1
Leamington	3-37
London	3-58
Milton.....	3-94
North Bay.....	3-155
Orangeville.....	3-166
Orillia	3-177
Oshawa.....	3-189
Ottawa.....	3-200
Owen Sound.....	3-214
Peterborough.....	3-237
Sarnia	4-12
Sault Ste. Marie.....	4-38
St. Catharines	4-82
St. Thomas	4-103
Stratford	4-114
Thunder Bay	4-157
Timmins	4-168
Toronto.....	4-179
Windsor.....	4-249
Woodstock	4-284

QUÉBEC

Alma.....	2-24
Drummondville.....	2-221
Gatineau	2-242
Granby	2-254
Joliette.....	2-337
Laval	3-26
Longueuil	3-69
Montréal.....	3-120
Québec	3-271
Rimouski.....	3-304
Rouyn-Noranda.....	3-317
Saguenay / Chicoutimi – Jonquière	3-340
Saint-Georges.....	3-364
Saint-Jean-sur-Richelieu.....	3-375
Saint-Jérôme	3-385

Salaberry-de-Valleyfield.....	4-1
Shawinigan.....	4-49
Sherbrooke	4-60
Sorel	4-71
Thetford Mines	4-147
Trois-Rivières	4-195
Victoriaville	4-238

SASKATCHEWAN

Moose Jaw	3-132
Prince Albert.....	3-248
Regina	3-282
Saskatoon	4-26

TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR

St. John's.....	4-93
-----------------	------

MUNICIPALITÉS EN ORDRE DE POPULATION

(numéro de volume – numéro de page)

GRANDES (plus que 500 000)

Toronto.....	4-179
Montréal.....	3-120
Vancouver.....	4-206
Calgary.....	2-90
Edmonton.....	2-231
Ottawa.....	3-200
Winnipeg.....	4-261
Hamilton.....	2-325

MOYENNES (100 000 - 499 999)

Kitchener.....	3-1
London.....	3-58
St. Catharines.....	4-82
Halifax.....	2-300
Windsor.....	4-249
Oshawa.....	3-189
Gatineau.....	2-242
Saskatoon.....	4-26
Regina.....	3-282
Barrie.....	2-34
Sherbrooke.....	4-60
St. John's.....	4-93
Trois-Rivières.....	4-195
Saguenay / Chicoutimi – Jonquière.....	3-340
Kingston.....	2-359
Guelph.....	2-288
Cap Breton.....	2-114
Grand Sudbury.....	2-277
Thunder Bay.....	4-157
Laval.....	3-26
Chatham-Kent.....	2-138
Longueuil.....	3-69
Surrey.....	4-136
Saanich.....	3-329
Coquitlam.....	2-184
Richmond.....	3-292
Abbotsford.....	2-1
Québec.....	3-271

PETITES (50 000 – 99 999)

Saint John.....	3-352
Langley.....	3-13
Moncton.....	3-105
Sarnia.....	4-12
Nanaimo.....	3-144

Peterborough.....	3-237
Saint-Jean-sur-Richelieu.....	3-375
Kamloops.....	2-348
Sault Ste. Marie.....	4-38
Lethbridge.....	3-47
Prince George.....	3-259
Colchester.....	2-172
Belleville.....	2-46
Drummondville.....	2-221
Medicine Hat.....	3-82
Saint-Jérôme.....	3-385
Victoria.....	4-227
Chilliwack.....	2-149
Wood Buffalo.....	4-273
Clarington.....	2-161
Milton.....	3-94
Halton Hills.....	2-314
Brantford.....	2-69
North Bay.....	3-155
Shawinigan.....	4-49
Strathcona County.....	4-125

TRÈS PETITES (20 000 – 49 999)

Cornwall.....	2-198
Granby.....	2-254
Vernon.....	4-216
Brandon.....	2-58
Charlottetown.....	2-125
Salaberry-de-Valleyfield.....	4-1
Sorel.....	4-71
Grande Prairie.....	2-265
Victoriaville.....	4-238
Penticton.....	3-226
Joliette.....	2-337
Woodstock.....	4-284
Moose Jaw.....	3-132
Campbell River.....	2-103
Stratford.....	4-114
Orillia.....	3-177
Leamington.....	3-37
Alma.....	2-24
Orangeville.....	3-166
Brockville.....	2-80
Owen Sound.....	3-214
Thetford Mines.....	4-147
Saint-Georges.....	3-364
Airdrie.....	2-13
St. Thomas.....	4-103
Rimouski.....	3-304
Prince Albert.....	3-248

Courtenay	2-210
Timmins	4-168
Rouyn-Noranda.....	3-31

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

**Salaberry-de-Valleyfield
Québec**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Michel Ménard, Directeur du Service de sécurité incendie, 30 années de services dans le domaine de l'incendie dont 23 années comme gestionnaire en sécurité incendie et urgence.

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est : 100 kilomètres carrés
 - Rurale
 - Urbaine
 - Rurale et urbaineX

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..X
- Toutes ces réponses

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non
(OMSC) l'Organisation Municipale de Mesures d'Urgence

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

Tempête de verglas en 1998

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non

Salaberry-de-Valleyfield

- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

Une (1) fois - Tempête de verglas en 1998

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
 - Un processus provincial normalisé?
 - Un processus fédéral normalisé?

Avec la collaboration du conseiller en sécurité civile de la province

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Une fois par année

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....X
- Service des incendies.....X
- Ambulanciers.....
- Santé publiqueX
- Organisation locale de gestion des urgencesX
- Administration municipaleX
- Tous les services susmentionnés
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non) MSP
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non) Environnement Canada

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

Dans le cadre d'un comité mixte municipal-industriel (CMMI). Nous échangeons et nous analysons les risques d'accidents industriels majeurs sur notre territoire.

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

Avec les renseignements fournis nous pouvons mettre en place des mesures préventives et d'atténuations puis nous nous préparons à mieux intervenir le cas échéant.

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui Non

- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
 - Oui Non X
 - Dans la négative, pourquoi?
 - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

Le terrorisme est géré par la Sûreté du Québec sur notre territoire

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....
- Quelque peu préparée.....X
- Pas préparée.....
- Ne sais pas.....

Nous possédons un plan de sécurité civile mis à jour sur une base annuel, mais nous n'avons pas encore fait d'exercice à grande échelle

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....X
- Pas préparé.....
- Ne sais pas.....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance
- J'ai confiance.....X
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
 - Oui Non
 - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
 - Dans la négative, pourquoi?

Salaberry-de-Valleyfield

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre
Un centre de coordination municipal et un directeur des opérations sur le site
- Dans la négative, pourquoi?

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?

Nous avons des ententes d'entraide mutuelles en cas d'incendie ou d'urgences majeures

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

Ceci est très relatif à la nature et la gravité de la catastrophe en cause

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
 - Santé publique
 - Ambulanciers
 - Service des incendies
 - Service de police
 - Organisation de mesures d'urgence localeX (Mission Service aux sinistrés)
 - Organisation de mesures d'urgence provinciale

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité
- Le gouvernement provincial

- Le gouvernement fédéral
- 4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?
- Oui Non
 - Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?
- 4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?
- Oui Non
- 4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?
- Oui Non
 - Dans l'affirmative, dans quel but?
 - Formation
 - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
 - Acheter du matériel d'intervention
 - Constituer une capacité d'intervention CBRNE
 - Constituer une capacité d'intervention SARMU
 - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
 - Autre (veuillez préciser ci-dessous)
- 4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?
- Satisfaite
 - Quelque peu satisfaite
 - Pas satisfaite
 - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

N/A

- 4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?
- Oui Non
- 4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?
- Oui Non

Salaberry-de-Valleyfield

- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
 - Satisfaite
 - Quelque peu satisfaite
 - Pas satisfaite
 - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Une seule demande qui fut par le fait même acceptée

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Les conditions d'admission pour du financement possible sont trop restrictives

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Ce volet du plan de sécurité civile est à développer

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
 - Oui Non

Tout ce volet du plan de sécurité civile est aussi à développer

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non X
- Ce système vous satisfait-il?
 - Oui Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

Ceci est à développer

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
 - Oui Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

Chaque service possède son propre système de télécommunication indépendant

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Non

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui X Non

De petite ou moyenne envergure

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non X

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui Non X
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non

Salaberry-de-Valleyfield

Les responsables de mission à l'intérieur de notre plan de sécurité civile sont
présentement inscrits dans un programme de formation de deux ans en sécurité civile avec les
Collège Ahuntsic

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?

Notre conseiller en sécurité civile du MSP ne nous a pas fait mention de la nécessité de communiquer avec cet organisme pas plus que la firme Prudent inc. à qui nous avons confié le mandat de nous assister dans la préparation de notre plan de sécurité civile

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui Non (Un bureau des cadets de l'air et de la marine seulement)
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?
 - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
 - Oui Non

N/A

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de RSMU?

- Oui Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources RSMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de RSMU?

N/A

8d. Votre équipe de RSMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

N/A

8e. Votre programme de RSMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

N/A

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de RSMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses X
- Veuillez expliquer votre choix

Il s'agit d'une responsabilité partagée au même titre que la sécurité civile

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui Non X

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui Non X

Salaberry-de-Valleyfield

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
 - Oui Non X
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
 - Oui Non X
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

N/A

Questions de suivi

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
 - À la radio locale
 - À la télévision locale
 - À la radio nationale
 - À la télévision nationale
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias ✓
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui
 - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
 - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
 - Fournitures stockées (voir 2b)
 - Équipement d'urgence spécial
 - Précisez
 - Fournitures médicales
 - Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
 - Aliments et eau
 - Autres
 - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus ✓

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme
 - J'ai accès à une cache
 - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
 - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
- Non à tout ce qui précède ✓

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

**Sarnia
Ontario**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Cal Gardner, CCGU

Coordonnateur communautaire de la gestion des urgences pour la Ville de Sarnia
Je suis à l'emploi du Service de police de Sarnia depuis 1992 et j'occupe mon poste actuel depuis 1998. J'ai participé à plusieurs opérations d'urgence de grande envergure, selon les normes d'autres municipalités, mais qui sont devenues monnaie courante ici.

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est : (Total de 20 km carrés)
 - Rurale 45 %
 - Urbaine 45 % Résidentiel / Commercial
 - 10 % Industrie chimique lourde
 - Rurale et urbaine

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....X
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport..X
- Toutes ces réponsesX

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

Tornade en 1953

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

En 1953, une tornade a détruit la plus grande partie de la haute ville.
Ne s'est produit qu'une fois.

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
 - Un processus provincial normalisé?
 - Un processus fédéral normalisé?

SELON LES NORMES PROVINCIALES

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Révision et mise à jour annuelle.

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique
- Organisation locale de gestion des urgences
- Administration municipale
- Tous les services susmentionnésX
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non X)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui X Non)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

L'industrie n'est pas tenue par la loi de fournir des renseignements sur le niveau de risque. L'industrie locale nous fournit des renseignements de base.

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

Cette information est essentielle puisque l'industrie locale est à l'origine de 80 % des produits chimiques produits, livrés et pompés en Ontario.

Sarnia

[traduction]

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?
 - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

Le Service de police de Sarnia a élaboré, selon les normes des services de police, un plan de contre-terrorisme pour la Ville de Sarnia, qui fait partie du Plan d'urgence de la ville.

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....X
- Quelque peu préparée
- Pas préparée.....
- Ne sais pas

Par comparaison à d'autres villes de même taille ou même beaucoup plus grandes, nous sommes prêts à faire face à des urgences majeures en raison du réseau de communication, de l'équipement et des compétences qui se trouvent dans notre secteur.

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....X
- Pas préparé.....
- Ne sais pas

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confianceX
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
 - Oui Non
 - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
 - Dans la négative, pourquoi?

Nous avons un centre de commandement permanent situé au poste de police de Sarnia. Il est équipé de lignes téléphoniques distinctes, de radios, d'ordinateurs, de sirènes, de lignes directes nous reliant aux stations de radio locales, et nous sommes autorisés à interrompre la programmation radio et télévisuelle. Nous sommes aussi reliés par radio à toutes les usines de produits chimiques, aux transports en commun et transports scolaires, aux travaux publics, aux hôpitaux, de même qu'aux services d'intervention d'urgence des autres villes de la région, y compris certaines villes des États-Unis.

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

Notre SCI/SGI prévoit la nomination par le Groupe de contrôle municipal d'un gestionnaire municipal de site – tous les services participants sont placés sous COMMANDEMENT UNIFIÉ.

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

Nous sommes tenus de viser une autonomie de 72 heures et notre municipalité est prête à être autonome pendant 72 heures, selon le type de sinistre. Nous avons un plan

Sarnia

[traduction]

d'évacuation en six temps, selon le nombre d'évacués et le temps qu'il faut pour les prendre en charge. Si la période d'autonomie devait dépasser 72 heures ou s'il nous fallait ouvrir plus de cinq centres d'hébergement, alors nous aurions besoin de l'aide du provincial ou du fédéral.

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
 - Santé publiqueX
 - AmbulanciersX
 - Service des incendies
 - Service de police
 - Organisation de mesures d'urgence localeX
 - Organisation de mesures d'urgence provinciale

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

Fondés sur le budget courant et augmentés en fonction du taux d'inflation.

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
 - Formation
 - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
 - Acheter du matériel d'interventionX
 - Constituer une capacité d'intervention CBRNE
 - Constituer une capacité d'intervention SARMU
 - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
 - Autre (veuillez préciser ci-dessous)

Pour l'acquisition de radios pour notre centre de commandement.

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

Les critères du PCPC diminuent d'année en année. Nous avons fait deux demandes depuis 1998 et nous n'avons eu qu'une réponse favorable, cette année. Les formulaires de demande sont envoyés vers la fin de l'année au secrétaire municipal plutôt qu'au CCGU qui est pourtant la personne responsable de décider quelles demandes doivent être faites. Quand enfin les formulaires nous arrivent, il est trop tard pour qu'on puisse les remplir convenablement.

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
 - Satisfaite
 - Quelque peu satisfaite
 - Pas satisfaite
 - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

Il y a déjà eu des fonds pour l'acquisition d'un système d'alerte publique, mais ce n'est plus le cas. Un Plan de mesures d'urgence ne vaut rien si on n'a pas les moyens d'avertir la

Sarnia

[traduction]

population à risque du danger qui la menace. Pourquoi le PCPC ne finance-t-il plus les systèmes de sirènes municipales? C'est une aberration.

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

On a fait deux demandes depuis 1998. La province de l'Ontario a refusé notre première demande, en 1998, parce qu'on avait remis le formulaire un jour trop tard, malgré qu'on ait reçu une autorisation verbale. On a fait une autre demande en 2006 pour 2007 et on a obtenu 2 959,11 \$, soit la part fédérale d'un achat de deux radios pour le centre de commandement d'urgence, la Ville de Sarnia assumant 55 % du coût de cette acquisition. On ne peut pas dire qu'on a abusé du système. En fait, je dirais qu'on a été constamment oubliés dans le financement des mesures HAZMAT, compte tenu du fait qu'on représente 80 % des produits chimiques de l'Ontario dans une ville frontalière où un sinistre pourrait avoir des répercussions graves sur des Premières Nations, des terres fédérales, des eaux territoriales canadiennes et même des zones en territoire américain.

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Le financement de notre système d'alerte publique est notre principale préoccupation puisqu'il n'y a plus de financement offert à cette fin ni au provincial ni au fédéral, alors que c'est probablement l'élément le plus important de la gestion des urgences : le moyen d'avertir la population qui est en danger.

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

La Ville publie deux bulletins d'information tous les ans, l'organisation CAER publie deux bulletins d'information tous les ans pour expliquer à la population quoi faire en cas de catastrophe. Tous les ans, nous faisons venir par autobus 1 200 écoliers pour la Journée de la protection civile. Nous avons aussi des sites web, des brochures et vidéos à la disposition du public. Nous testons nos sirènes municipales tous les lundis, à 12 h 30.

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
 - Oui Non

Nous avons l'autorisation d'interrompre les émissions de radio et de télévision depuis le centre de commandement d'urgence de Sarnia ou le poste de police. Seul le policier responsable des opérations est autorisé à agir ainsi. Cette décision repose sur le principe que toutes les municipalités ont un service de police qui doit faire appliquer les lois fédérales, provinciales de même que les règlements municipaux. Comme les stations de radio et de télévision relèvent du CRTC, donc d'une loi fédérale, il n'y a que la police, à l'échelle locale, qui puisse intervenir pour appliquer la loi fédérale. Nous n'avons jamais eu de problème depuis les nombreuses années où nous agissons ainsi. Nous avons aussi la possibilité d'alerter une partie de la population au moyen des sirènes municipales. Cette façon de procéder s'adresse surtout aux gens qui sont à l'extérieur et qui risqueraient d'être le plus fortement touchés par des émanations chimiques ou des conditions météo très dures. Nous sommes aussi reliés par radio à toutes les usines de produits chimiques, les transports en commun, les travaux publics, les hôpitaux, etc., ce qui peut nous permettre d'alerter une plus grande partie de notre population.

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non
- Ce système vous satisfait-il?
 - Oui Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

Nous travaillons l'aspect visuel de nos communications télé. Un écran vert quand il s'agit d'un exercice, un écran rouge quand il s'agit d'un avis public d'urgence et un écran jaune pour signaler la disparition d'un enfant ou d'un adulte, ou indiquer qu'il faut faire bouillir l'eau.

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi? Surtout pour une question de coût, mais aussi parce qu'en cas d'incident, un commandement unifié sur les lieux du sinistre ou au centre d'opération est une meilleure façon de fonctionner. Quand on a l'interopérabilité ou un

Sarnia

[traduction]

canal de communications commun, ce qui arrive, c'est qu'il y a de la cacophonie et les responsables finissent par ne plus pouvoir entendre et comprendre ce qui se passe.

- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
 - Oui Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Nous pouvons communiquer avec de nombreux groupes d'intervenants, y compris les autorités américaines, mais pas au moyen d'une fréquence commune.

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non X

Nous pourrions faire face à la plupart des urgences à caractère chimique, mais pas à des incidents de nature biologique, radiologique ou explosive, sans recevoir l'aide d'une équipe relevant du provincial ou du fédéral, lesquelles sont à une ou deux heures de route.

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non X

(sans commentaire)

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui X Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non X

Il n'y a plus de formation provinciale ou fédérale pour les agents d'information publique. Il faudrait aussi qu'on nous offre des formations de rappel.

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui X Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?
 - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
 - Oui Non

L'Ontario est prompt à nous rappeler qu'il faut s'adresser à la province pour obtenir les services des forces de réserve de l'armée canadienne. J'ai toujours eu l'impression que ce n'était pas une loi coulée dans le béton, mais plutôt une histoire de budget et de facturation. Les forces de réserve ont des politiques d'aide aux autorités civiles en cas d'urgence sur le territoire national, etc. Peut-être pourrait-on expliquer aux municipalités dans quelles circonstances elles peuvent s'adresser directement au gouvernement fédéral et quand passer par les instances provinciales. Exemple : CISIS ou Police provinciale pour des questions d'eaux territoriales canadiennes ou de sécurité, etc.

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Sarnia

[traduction]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

L'équipe la plus proche est à Toronto et l'entente passe par Gestion des urgences Ontario qui coordonne les budgets fédéraux applicables au programme SARMU de Toronto.

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
 - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

La municipalité ne reçoit aucun soutien financier pour la protection des nombreuses infrastructures fédérales essentielles présentes dans la région.

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
 - Oui X Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

La municipalité ne reçoit aucun soutien financier pour la protection des nombreuses infrastructures fédérales essentielles présentes dans la région.

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

Nous avons un organisme qui s'appelle CAER et aussi la Chemical Valley Coordinating Organization (organisme de coordination de Chemical Valley) qui a constitué plusieurs comités : comité du pipeline, comité de sécurité, comité des transports, comité des incendies, comité médical, etc.

Questions de suivi

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui X (voir 1b)
 - À la radio locale X
 - À la télévision locale X
 - À la radio nationale
 - À la télévision nationale
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

***ATTENTION : PENDANT LES HEURES OUVRABLES, NOUS COMMUNIQUONS LES MESSAGES D'URGENCE PAR APPEL TÉLÉPHONIQUE AUX STATIONS DE RADIO LOCALES. APRÈS LES HEURES OUVRABLES, NOUS INTERROPPONS DIRECTEMENT LES ÉMISSIONS DE RADIO)

Sarnia

[traduction]

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale X
- Autre : expliquez X

COLLABORATION DES DIFFUSEURS LOCAUX DE RADIO ET DE TÉLÉVISION

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui X
 - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
 - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence X
 - Fournitures stockées X (voir 2b)
 - Équipement d'urgence spécial X
 - Précisez – CENTRE DE COMMANDEMENT MOBILE, ROULOTTE D'ÉVACUATION, ROULOTTE HAZMAT
 - Fournitures médicales
 - Fournitures pour abris (lits de camp et lits) X – 225 lits municipaux, 800 lits pliants, 500 lits de la Croix-Rouge, 6 centres d'hébergement d'urgence / trousse d'accueil et de soins de santé, 60 trousse de gestionnaires de centre d'hébergement d'urgence, 1 remorque de transport privé avec couvertures et oreillers, 1 buanderie mobile, quelques cuisines de campagne, 500 trousse hygiéniques pour hommes et femmes.
 - Aliments et eau X – (LISTE des livreurs d'eau certifiés
 - Autres
 - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non X

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme X
 - J'ai accès à une cache
 - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
 - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
 - Non à tout ce qui précède X

NOTE : On m'a dit que les caches n'étaient accessibles qu'en s'adressant aux ministères provinciaux. On m'a dit qu'il y avait un ou deux conteneurs à Windsor et d'autres à Oakville.

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

**Saskatoon
Saskatchewan**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Ray Unrau, Coordonnateur des mesures d'urgence, Services de la protection et des incendies,
Saskatoon

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est : **une population de 207 200 habitants sur un territoire de 144 km carrés comprenant plus de 120 hectares de parcs riverains**
 - Rurale
 - Urbaine
 - Rurale et urbaineX

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..X
- Toutes ces réponses

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
 - Un processus provincial normalisé?
 - Un processus fédéral normalisé?

Nous allons en faire une à l'automne pour la première fois en 5 ans

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique
- Organisation locale de gestion des urgencesX
- Administration municipale
- Tous les services susmentionnés
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non X)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non X)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

Cette collaboration a été obtenue dans le cadre d'exercices d'urgence

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

Permet de réviser et mettre à jour les plans d'urgence de l'industrie privée + le plan de EMO (Gestion des urgences Ontario) + le plan d'urgence des services de police/incendie/transport ambulancier

Saskatoon
[traduction]

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi? **Ce risque est considéré faible**
 - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....
- Quelque peu préparée
- Pas préparée.....
- Ne sais pas

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....
- Ne sais pas

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
 - Oui Non
 - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
 - Dans la négative, pourquoi?

Pour le moment, le centre de commandement est situé au QG de la police. Mais il sera relocalisé dans les locaux du Conseil municipal

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

La province a dit soutenir la transition de SCI à SGI,

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

Estimation purement hypothétique puisque tout dépend de la nature du sinistre et de ses effets

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
 - Santé publiqueX
 - Ambulanciers
 - Service des incendies
 - Service de police
 - Organisation de mesures d'urgence localeX
 - Organisation de mesures d'urgence provincialeX

Saskatoon
[traduction]

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité X
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui Non X
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

La gestion des urgences émerge du budget municipal du Service des incendies ...il est évalué en fonction des besoins et peut être augmenté ou diminué selon le cas, bien qu'un montant minimum soit prévu tous les ans

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui X Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
 - FormationX
 - Créer une organisation de mesures d'urgence.....X
 - Acheter du matériel d'interventionX
 - Constituer une capacité d'intervention CBRNEX
 - Constituer une capacité d'intervention SARMUX
 - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
 - Autre (veuillez préciser ci-dessous)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite X
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
 - Satisfaite
 - Quelque peu satisfaite
 - Pas satisfaite
 - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

4 fois à ma connaissance

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Les nouvelles initiatives exigent une formation adéquate coûteuse, et c'est une source d'inquiétude pour nous. L'aide qu'on nous accorde au moment de la première mise de fonds est importante et appréciée, mais c'est l'entretien qui représente un réel défi ...ex. SARMU, CBRN.

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Le programme n'est pas aussi actif qu'il pourrait l'être. Il repose actuellement sur la capacité des citoyens d'accéder à notre site web et sur les démonstrations que nous faisons une fois l'an pendant la Semaine nationale de la protection civile.

Saskatoon
[traduction]

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il? **Nous aurions recours au modèle traditionnel du porte-parole qui s'entretient avec un journaliste comme moyen de faire passer nos avis à la population. Nous avons d'ailleurs créé à cet effet une station de radio FM locale qui s'appelle « Tourism Radio » sur les ondes de laquelle nous pouvons diffuser en toute liberté des messages d'urgence comme des ordres d'évacuation, des parcours d'évacuation, des instructions pour se rendre à un centre d'hébergement et des comptes rendus périodiques de la situation. Nous avons espoir que le CRTC nous donnera l'autorisation de diffuser nos messages sur les ondes de la télé ou par d'autres technologies nouvelles. Nous sommes prêts depuis déjà un certain temps à faire l'acquisition d'un outil d'avis public d'urgence mais nous en avons été empêchés par les règlements du CRTC.**
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
 - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non
- Ce système vous satisfait-il?
 - Oui Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

Voir question 5b...

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
 - Oui Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non

. Le fédéral fait du beau travail : il offre le programme et en finance l'équipement. Mais il devrait obliger les provinces à rendre compte du produit fini à l'échelle locale. En Sask, le programme CBRN n'est pas rendu à maturité. Ce n'est pas par manque d'argent ou d'initiatives du fédéral, mais par manque de vision, de leadership et de coordination de la part de la province.

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cybeattaque?

- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non

Le Collège devrait remplacer SGI par SCI. Il semble que SCI soit la voie à emprunter si on veut atteindre l'interopérabilité.....

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Saskatoon
[traduction]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?
 - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
 - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

Entièrement tiré du budget de formation du Service des incendies, environ 3 000 \$ par année

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ? **Nous avons un rapport de travail avec l'équipe SARMU du Manitoba afin d'accroître leur personnel**
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses X
- Veuillez expliquer votre choix

Les trois paliers en bénéficient

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui Non X

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui Non X

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
 - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
 - Oui Non X
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Saskatoon
[traduction]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

Groupes de travail avec certaines entreprises du secteur privé, inclusion de partenaires commerciaux intéressés aux exercices d'urgence

Questions de suivi

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
 - À la radio locale X (station de radio tourisme)
 - À la télévision locale
 - À la radio nationale
 - À la télévision nationale
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire X – Nous collaborons avec tous les médias, nous sommes en rapports étroits avec la station de nouvelles en continu pour faire des comptes rendus périodiques quand il y a lieu... dans certains cas, les médias ont pour mandat de dire aux personnes qui ont une radio dans la région de Saskatoon de syntoniser la Station Tourisme. Nous pouvons placer des messages enregistrés sur cette fréquence sans avoir à obtenir d'autorisation particulière.

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui
 - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
 - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
 - Fournitures stockées (voir 2b)
 - Équipement d'urgence spécial
 - Précisez
 - Fournitures médicales
 - Fournitures pour abris (lits de camp et lits) X
 - Aliments et eau
 - Autres
 - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non X

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme X
 - J'ai accès à une cache
 - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité X
 - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
 - Non à tout ce qui précède

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

**Sault Ste. Marie
Ontario**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

*L. Campbell, Sgt. Planification et recherche, Service de police de Sault Ste Marie
Coordonnateur communautaire de la gestion des urgences pour la municipalité*

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
 - Rurale
 - Urbaine
 - Rurale et urbaineX

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..
- Toutes ces réponsesX

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
 - Un processus provincial normalisé?
 - Un processus fédéral normalisé?

Processus provincial normalisé – établi par Gestion des urgences Ontario

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Réévaluation annuelle

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique
- Organisation locale de gestion des urgences
- Administration municipale
- Tous les services susmentionnésX
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non) – *Oui -Divers ministères, notamment Gestion des urgences Ontario, Ministère de l'environnement, Ministère de la sécurité communautaire et des services correctionnels, Ministère de la santé et des SLD*
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non) – *Oui – Représentants locaux de divers ministères – ex. Immigration, Défense nationale*

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

Acceptent de partager des renseignements à des fins de planification

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

Ont procuré des renseignements essentiels à l'établissement d'une planification en fonction des risques prioritaires

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui - dans une certaine mesure Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
 - Oui Non

Sault Ste. Marie

[traduction]

- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

L'attentat terroriste lui-même relèverait des forces policières. Le plan d'urgence municipal ne vise que les effets du sinistre. Ex. évacuation, récupération, etc

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....X
- Quelque peu préparée
- Pas préparée.....
- Ne sais pas

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....X
- Pas préparé.....
- Ne sais pas

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance
- J'ai confiance.....X
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui Non X
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
 - Oui X Non
 - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
 - Dans la négative, pourquoi?

Centre d'opérations d'urgence – Salle de conférence dans l'immeuble des services de police – autre possibilité au poste de pompiers – Grande salle

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non

- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

SCI

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

48-72 heures, mais tout dépend de la nature et de l'étendue du sinistre.

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
 - Santé publique
 - Ambulanciers
 - Service des incendies
 - Service de police
 - Organisation de mesures d'urgence locale
 - Organisation de mesures d'urgence provinciale

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui Non

Sault Ste. Marie

[traduction]

- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui Non – autre que le rôle de la province dans l'administration du PCPC

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui Non – *Pas de financement disponible*
- Dans l'affirmative, dans quel but?
 - Formation
 - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
 - Acheter du matériel d'intervention
 - Constituer une capacité d'intervention CBRNE
 - Constituer une capacité d'intervention SARMU
 - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
 - Autre (veuillez préciser ci-dessous)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

Pas satisfaite. Les coûts et responsabilités de la protection civile ont tous été refilés aux municipalités sans aucune compensation financière

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
 - Satisfaite
 - Quelque peu satisfaite
 - Pas satisfaite
 - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce

qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

La municipalité est toujours responsable de la plus grande partie des coûts. La procédure de demande de fonds n'est pas très pratique et ne correspond pas aux fins du budget municipal. Il faudrait penser à du financement qui compenserait pour des projets ou des achats déjà faits (récents)

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Plusieurs fois

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Pour l'essentiel, il n'y a pas de financement provincial ou fédéral accordé à la planification ou à la protection civile, malgré que les deux paliers de gouvernement exigent des municipalités qu'elles soient prêtes à faire face aux situations d'urgence.

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

*Guide de protection civile (Emergency Preparedness Handbook)
Programme d'éducation populaire*

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il? *Fréquence radio*
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
 - Oui Non

Oui *Mais de faible portée. Nous avons toutefois accès aux médias locaux qui collaborent bien*

Sault Ste. Marie

[traduction]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non *Nous avons pris des dispositions avec les médias locaux pour diffuser des messages en cas d'urgence.*
- Ce système vous satisfait-il?
 - Oui Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui Non *Mais les unités de commandement ont une radio de chaque système*
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
 - Oui Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Non

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non

Tout dépend de l'ampleur du sinistre.

Niveau d'opération NFPA 472 Service d'incendie seulement

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui Non

- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui X Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
 - Oui X Non
 - Dans la négative, pourquoi?

Il y a un représentant qui fait partie de notre comité de planification de la gestion des urgences

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
 - Oui X Non
 - Dans la négative, pourquoi?
 - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
 - Oui X Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non X

Sault Ste. Marie

[traduction]

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

S/O

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

S/O

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

S/O

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

Le provincial / fédéral devrait partager les coûts car il y a un lourd fardeau financier associé à ce programme. Il faudrait aussi une coordination nationale des équipes pour maximiser la capacité d'intervention.

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui X Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui Non X

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non – *Ne sait pas*
- Dans l’affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
 - Oui Non X
- Dans l’affirmative, quel type d’aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non – *Ne sait pas*
- Dans l’affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
 - Oui Non X
- Dans l’affirmative, quel type d’aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d’infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

*Groupes de travail
Exercices de planification
Séances d’information*

Questions de suivi

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d’interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d’urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
 - À la radio locale
 - À la télévision locale
 - À la radio nationale
 - À la télévision nationale
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias X
- Non, cela n’est pas nécessaire pour ma collectivité

Sault Ste. Marie

[traduction]

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui
 - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
 - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
 - Fournitures stockées (voir 2b)
 - Équipement d'urgence spécial
 - Précisez
 - Fournitures médicales
 - Fournitures pour abris (lits de camp et lits) X
 - Aliments et eau
 - Autres
 - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non X

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme X
 - J'ai accès à une cache
 - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
 - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
 - Non à tout ce qui précède

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

Shawinigan Québec

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Ville de Shawinigan, Yvon Sanscartier consultant en mesure d'urgence je viens de terminer le plan des mesures d'urgence pour la ville.

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est : La densité totale du territoire de Shawinigan est de 781,811 km carré incluant le Parc National de la Mauricie.
 - Rurale
 - Urbaine
 - Rurale et urbaineX

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport..
- Toutes ces réponses

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non

Shawinigan

- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
 - Un processus provincial normalisé?
 - Un processus fédéral normalisé?

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

A tous les deux ans, il se doit d'avoir une révision du plan.

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique
- Organisation locale de gestion des urgences
- Administration municipale
- Tous les services susmentionnésX
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

Les industries sont tenus par la loi sur la Sécurité civile de déclarer leurs risques

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

Sur les différents scénarios d'intervention et sur l'achat d'équipement

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui Non

- Dans l’affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d’un plan d’intervention antiterroriste?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi? [L’historique des risques de notre municipalité ne nous fait pas état de risques relié à des actes terroristes.](#)
 - Dans l’affirmative, quels organismes y prennent part?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3) Capacité d’intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d’urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....X
- Quelque peu préparée
- Pas préparée.....
- Ne sais pas

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l’ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....X
- Pas préparé.....
- Ne sais pas

3c. Quelle confiance avez-vous dans l’appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l’état d’urgence à l’échelle locale à la suite d’une catastrophe?

- J’ai une grande confiance
- J’ai confiance.....X
- Je n’ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d’urgence?

- Oui X Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d’utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d’urgence?
 - Oui Non
 - Dans l’affirmative, veuillez le décrire. [Un centre bien organisé avec les communications d’urgence et multi médias](#)
 - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Shawinigan

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

C'est une structure composé des cadres de la municipalité et d'intervenants bénévoles ou de divers organismes sous la responsabilité d'un coordonnateur et d'un directeur aux opérations..

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

Tout dépendent du genre de catastrophe ou de son étendu.

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
 - Santé publiqueX
 - AmbulanciersX
 - Service des incendiesX
 - Service de policeX
 - Organisation de mesures d'urgence localeX
 - Organisation de mesures d'urgence provincialeX

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
 - Formation
 - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
 - Acheter du matériel d'intervention
 - Constituer une capacité d'intervention CBRNE
 - Constituer une capacité d'intervention SARMU
 - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyber attaque.....
 - Autre (veuillez préciser ci-dessous)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

Les programmes gouvernementaux sont très peu connus et pas publicisé par le gouvernement.

Shawinigan

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui Non X

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
 - Satisfaite
 - Quelque peu satisfaite
 - Pas satisfaite
 - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Négatif

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

La préparation des plans d'urgence la formation des intervenants et l'achat d'équipement spécialisé.

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui Non x
- Dans la négative, pourquoi? **Deviendra prioritaire seulement s'il y a une catastrophe**
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

- Dans l’affirmative, comment fonctionne-t-il? [Relation avec les médias](#)
- Dans l’affirmative, en êtes-vous satisfait?
 - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d’urgence?

- Oui Non
- Ce système vous satisfait-il?
 - Oui Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d’une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l’affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
 - Oui Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l’utilisation de ces systèmes?

[Mensuellement, les intervenants travaillent déjà avec ce système.](#)

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Non

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Shawinigan

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui Non X
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui X Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi? [Manque de diffusion de l'information par l'armée Canadienne ou le gouvernement fédéral.](#)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
 - Oui Non X
 - Dans la négative, pourquoi? [Nous n'avons jamais été contactés par l'armée de réserve à ce sujet.](#)
 - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
 - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non X

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses X
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui X Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui X Non

Shawinigan

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
 - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
 - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Questions de suivi

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
 - À la radio locale
 - À la télévision locale
 - À la radio nationale
 - À la télévision nationale
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui X
 - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
 - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
 - Fournitures stockées (voir 2b) X
 - Équipement d'urgence spécial
 - Précisez Équipement stocké par la croix rouge dans nos locaux
 - Fournitures médicales
 - Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
 - Aliments et eau
 - Autres
 - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non X

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme
 - J'ai accès à une cache
 - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
 - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
- Non à tout ce qui précède X

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

**Sherbrooke
Québec**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
 - Rurale
 - Urbaine
 - Rurale et urbaine

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..
- Toutes ces réponses

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

Inondation, verglas

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2) **Évaluation des risques**

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
 - Un processus provincial normalisé?
 - Un processus fédéral normalisé?

Sur une volonté municipale et la connaissance du milieu

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Annuel

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique
- Organisation locale de gestion des urgences
- Administration municipale
- Tous les services susmentionnés
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?
[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]
- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?
[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?

Sherbrooke

- Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

Service de police

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....
- Quelque peu préparée....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas.....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....
- Ne sais pas.....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance....
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
 - Oui Non
 - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
 - Dans la négative, pourquoi?

Nous avons un centre de coordination des mesures d'urgence et un centre de relève, équipe en radio communication, téléphonie, informatique situés dans des endroits stratégiques

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

Organisation municipale de sécurité civile

- Dans la négative, pourquoi?

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi? **À venir**
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

Cela dépend de la nature de la catastrophe

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
 - Santé publique
 - Ambulanciers
 - Service des incendies
 - Service de police
 - Organisation de mesures d'urgence locale.....
 - Organisation de mesures d'urgence provinciale

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Sherbrooke

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
 - Formation
 - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
 - Acheter du matériel d'intervention
 - Constituer une capacité d'intervention CBRNE
 - Constituer une capacité d'intervention SARMU
 - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
 - Autre (veuillez préciser ci-dessous)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
 - Satisfaite
 - Quelque peu satisfaite
 - Pas satisfaite
 - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

2 fois, 2 fois

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Doter d'un budget qui lui permettrait de mieux s'équiper pour prévenir les catastrophes. Exemple : centre de prévision météorologique, aménagement d'infrastructures de protection.

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Organisation annuelle d'un rassemblement des partenaires, utilisation d'un journal municipal qui paraît quatre fois par année, publication des dépliants.

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence? **Média local**
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il? **Conférence de presse, rencontre de presse, entrevue, automate d'appel**
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
 - Oui Non

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non
- Ce système vous satisfait-il?
 - Oui Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

Des ententes avec les médias locaux sont à venir

Sherbrooke

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
 - Oui Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

Régulièrement, très bien formé

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Non

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?
 - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
 - Oui Non

Un représentant responsable des relations avec les municipalités en situation d'urgence a rencontré les membres de l'OMSC pour les informer des services disponibles.

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

Sherbrooke

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
 - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

Inconnu

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
 - Oui Non

- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

Inconnu

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

Inconnu

Questions de suivi

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
 - À la radio locale X
 - À la télévision locale
 - À la radio nationale
 - À la télévision nationale
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias X
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez X entente avec la radio locale suite à des événements
- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire X

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui X
 - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
 - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
 - Fournitures stockées X (voir 2b)
 - Équipement d'urgence spécial X génératrices, moto neiges, 4 x 4 etc.

Sherbrooke

- Précisez
 - Fournitures médicales
 - Fournitures pour abris (lits de camp et lits) X
 - Aliments et eau X eau seulement
 - Autres
 - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non X

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme
 - J'ai accès à une cache
 - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
 - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
- Non à tout ce qui précède X

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

Sorel Québec

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) **Votre municipalité et vous**

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Denis Matton, chef de division, expérience incendie

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
 - Rurale
 - UrbaineX
 - Rurale et urbaine

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..
- Toutes ces réponses

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi? Sera fait sous peu
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
 - Un processus provincial normalisé?
 - Un processus fédéral normalisé?

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique
- Organisation locale de gestion des urgences
- Administration municipale
- Tous les services susmentionnés
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
 - Oui Non X
 - Dans la négative, pourquoi? A venir
 - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....
- Quelque peu préparée....
- Pas préparée.....X
- Ne sais pas

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....X
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....
- Ne sais pas

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confianceX
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
 - Oui X Non
 - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
 - Dans la négative, pourquoi?

2 centres administratifs de la ville

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SIG) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SIG, gestion de site, autre

Gestion de site

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui Non
- Dans l’affirmative, dans quel but?
 - Formation
 - Créer une organisation de mesures d’urgence.....
 - Acheter du matériel d’intervention
 - Constituer une capacité d’intervention CBRNE
 - Constituer une capacité d’intervention SARMU
 - Constituer une capacité d’intervention en cas de cyberattaque.....
 - Autre (veuillez préciser ci-dessous)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l’intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui Non
- Dans l’affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
 - Satisfaite
 - Quelque peu satisfaite
 - Pas satisfaite
 - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu’est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Sorel

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Une fois

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi? A développer
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi? A venir
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence? Radio, télévision (postes locaux)
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
 - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non X
- Ce système vous satisfait-il?
 - Oui Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
 - Oui Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

En lien avec le service d'incendie

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Non

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non

Nous sommes en développement / non pour le nucléaire

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui Non

Sorel

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui Non x
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?
 - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
 - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non X

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

Intervention avec les pompiers en :
Espace clos et hauteur
Nautique
Matières dangereuses

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

Ne connaissons pas le SARMU

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

Sur notre territoire nous avons des installations de juridiction fédérales et provinciales

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui Non En développement

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
 - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Sorel

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
 - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

Questions de suivi

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
 - À la radio locale
 - À la télévision locale
 - À la radio nationale
 - À la télévision nationale
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias X
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui

- Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
- Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
- Fournitures stockées (voir 2b)
 - Équipement d'urgence spécial
 - Précisez
 - Fournitures médicales
 - Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
 - Aliments et eau
 - Autres
 - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus X

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme
 - J'ai accès à une cache
 - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
 - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
- Non à tout ce qui précède X

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

**St. Catharines
Ontario**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Daryl Whiteley, Chef adjoint du Service des incendies, Ville de St. Catharines,
Reçois la formation du CCGU depuis 3 ans.

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
 - Rurale
 - UrbaineX
 - Rurale et urbaine

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..X
- Toutes ces réponses

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non X – Pas à ma connaissance.

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi pas?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
 - Un processus provincial normalisé?
 - Un processus fédéral normalisé?

Détermination des dangers et évaluation des risques par GSUO

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Depuis 2003, refaite chaque année.

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....X
- Ambulanciers.....
- Santé publique
- Organisation locale de gestion des urgences
- Administration municipaleX
- Tous les services susmentionnés
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi pas?
 - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

La police régionale de Niagara en a peut-être un – Les NRP relèvent des gouvernements

supérieurs.

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....
- Quelque peu préparéeX
- Pas préparée.....
- Ne sais pas

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....X
- Ne sais pas

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....X
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
 - Oui Non
 - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
 - Dans la négative, pourquoi pas?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

- Dans la négative, pourquoi pas?

Les membres de la GCC n'ont encore reçu aucune formation.

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi pas?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi pas?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
 - Santé publique
 - Ambulanciers
 - Service des incendies
 - Service de police
 - Organisation de mesures d'urgence locale
 - Organisation de mesures d'urgence provinciale

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

Dans le cadre du processus budgétaire.

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des

St. Catharines

[traduction]

urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
 - FormationX
 - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
 - Acheter du matériel d'interventionX
 - Constituer une capacité d'intervention CBRNE
 - Constituer une capacité d'intervention SARMU
 - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
 - Autre (veuillez préciser ci-dessous)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

Le processus est trop long et n'est pas en phase avec le processus budgétaire de la municipalité.

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
 - Satisfaite
 - Quelque peu satisfaite
 - Pas satisfaite
 - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

Se reporter à la réponse précédente.

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC?

Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Presque à chaque année.

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Nous n'avons pas assez de fonds pour nous doter d'un véritable COU.

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi pas?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Sur le site Web de la Ville.

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi pas?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence? Elle en aviserait les stations de radio locales.
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
 - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non
- Ce système vous satisfait-il?
 - Oui Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

St. Catharines

[traduction]

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi pas? Je n'en suis pas certain.
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
 - Oui Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Ils sont interopérables avec ceux des services des incendies des municipalités voisines et du commissaire aux incendies.

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non

Elle ferait appel à l'équipe régionale d'intervention CBRN.

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils

l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi pas?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi pas?
 - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
 - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi pas?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

St. Catharines

[traduction]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi pas ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui X Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui Non X

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non – Je n'en suis pas certain.
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
 - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
 - Oui X Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement

provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

Pas que je sache.

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

Actuellement, elle n'assure que les services de niveau Essentiel, mais n'a pas beaucoup travaillé avec le secteur privé.

Questions de suivi

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
 - À la radio locale
 - À la télévision locale
 - À la radio nationale
 - À la télévision nationale
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias X
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui
 - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
 - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
 - Fournitures stockées (voir 2b)
 - Équipement d'urgence spécial
 - Précisez

St. Catharines
[traduction]

- Fournitures médicales **X**
- Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
- Aliments et eau
- Autres
 - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non **X**

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme
 - J'ai accès à une cache
 - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
 - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
 - Non à tout ce qui précède **X** –

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

**St. John's
Terre-Neuve-et-Labrador**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

David Blackmore
Directeur, Gestion immobilière
Responsable de la protection civile
Ville de St. John's, T.N.L.

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
 - Rurale
 - Urbaine
 - Rurale et urbaineX – 483 kilomètres carrés

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport..X
- Toutes ces réponses

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui Non X – Non. Elle a un plan d'urgence et l'OGU est une compétence provinciale.

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non X – Pas depuis 25 ans.
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

St. John's
[traduction]

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X – La province n'a jamais décrété l'état d'urgence partout sur son territoire, mais l'a déjà fait lors de situations d'urgence limitées à de petites villes.
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi pas?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
 - Un processus provincial normalisé?
 - Un processus fédéral normalisé?

Il n'y a pas de processus provincial standard et le gouvernement fédéral n'a jamais demandé d'en établir un.

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

À chaque année.

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....X
- Ambulanciers.....
- Santé publique
- Organisation locale de gestion des urgences
- Administration municipaleX
- Tous les services susmentionnés
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non) – Il est consulté à chaque année au sujet de la planification d'exercices.
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non) – Il est consulté à chaque année au sujet de la planification d'exercices.

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

Elles le font au sujet de divers aspects de l'évaluation, comme les services publics, les services informatiques, etc.

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

Le partage de l'information est toujours un atout précieux et est essentiel à la compréhension de l'évaluation du risque.

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi pas? – Pas au niveau municipal, car ces interventions sont coordonnées par la police, qui est de compétence provinciale.
 - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....
- Quelque peu préparée....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....
- Ne sais pas

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui Non

St. John's
[traduction]

- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
 - Oui Non
 - Dans l'affirmative, veuillez le décrire – Nouvelles installations érigées exprès.
 - Dans la négative, pourquoi pas?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre
Commandement en cas d'incident
- Dans la négative, pourquoi pas?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui – Mais pas d'entente formelle. Non
- Dans la négative, pourquoi pas?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi pas?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

Cela dépendrait du type de situation d'urgence.

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui Les fournitures et les services dont une municipalité a besoin. Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
 - Santé publiqueX
 - AmbulanciersX
 - Service des incendiesX
 - Service de policeX
 - Organisation de mesures d'urgence locale.....
 - Organisation de mesures d'urgence provincialeX

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui Non – Il n'y en a pas.

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui Non – Les seuls fonds à notre disposition sont fournis dans le cadre du PCPU.
- Dans l'affirmative, dans quel but?
 - Formation
 - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
 - Acheter du matériel d'intervention
 - Constituer une capacité d'intervention CBRNE
 - Constituer une capacité d'intervention SARMU
 - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
 - Autre (veuillez préciser ci-dessous)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

La province délègue sa responsabilité au gouvernement fédéral, mais décide qui a accès aux fonds.

St. John's
[traduction]

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
 - Satisfaite
 - Quelque peu satisfaite
 - Pas satisfaite
 - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

Notre expérience avec nos homologues fédéraux a été bonne, mais le traitement des demandes par la province laisse fort à désirer.

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Plusieurs demandes ont été faites, mais les seules qui ont été accueillies sont celles qui intéressaient le gouvernement fédéral au départ.

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

La façon de faire, le processus.

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi pas? – Nous étudions la question, mais nous voudrions que le programme qui sera élaboré soit géré de concert avec nos homologues provinciaux et fédéraux. Nous voudrions que les gouvernements fédéral et provincial prennent l'initiative dans ce dossier afin que les processus et le message aux citoyens soient cohérents.
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non

- Dans la négative, pourquoi pas? – Ici encore, nous avons confié la responsabilité au gouvernement provincial, mais il doit appliquer un modèle fédéral.
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence? Par des émissions diffusées localement.
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
 - Oui Non

Quelque peu satisfaits, mais il nous faut un système global appuyé à tous les niveaux.

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non X
- Ce système vous satisfait-il?
 - Oui Non X
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

Se reporter à la réponse précédente.

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi pas? Nous avons tenté d'établir un tel système avec le gouvernement provincial, mais il n'a pas pris l'initiative dans le dossier. Beaucoup de services sont concernés : la police et la santé sont de compétence provinciale. Nous coordonnons les efforts et mettons le matériel de communication radio, mais ce n'est pas de la véritable interopérabilité.
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
 - Oui Non X
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

S/O

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

NON

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique,

St. John's
[traduction]

radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non

Pas toute seule.

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non

Nous avons les moyens de protéger notre propre infrastructure.

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui – Certains membres, mais pas tous. Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi pas?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi pas?
 - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
 - Oui Non

Nous avons accès aux Forces canadiennes par l'intermédiaire du gouvernement

provincial.

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi pas?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi pas ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

Nous recourons à des équipes locales de SAR pour des opérations de recherche et de sauvetage financées par les trois gouvernements. Ce programme pourrait être élargi de manière à inclure le RSMUEL.

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non – Pas dans la municipalité.
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
 - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non – Pas dans la municipalité.
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
 - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

**St. Thomas
Ontario**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Raymond Ormerod, agent de formation du Service des incendies de St. Thomas,
Coordonnateur de la gestion des situations d'urgence locales de la Ville de St. Thomas,
membre du Service des incendies depuis 20 ans. Dispense de formation du CCGU et travaille
pour le Collège depuis 4 ans.

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
 - Rurale
 - Urbaine
 - Rurale et urbaine

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport..X **Aéroport municipal X**
- Toutes ces réponses

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X

St. Thomas
[traduction]

- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi pas?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
 - Un processus provincial normalisé?
 - Un processus fédéral normalisé?

Elle applique le processus de Gestion des situations d'urgence Ontario

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

À chaque année

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique
- Organisation locale de gestion des urgences
- Administration municipale
- Tous les services susmentionnésX
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non X)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non X)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

Nous étudions actuellement l'opportunité de consulter l'industrie.

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
 - Oui Non

- Dans la négative, pourquoi pas?
- Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

Nous estimons n'avoir rien qui présente le moindre intérêt pour des terroristes.

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....
- Quelque peu préparée.....X
- Pas préparée.....
- Ne sais pas.....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....X
- Pas préparé.....
- Ne sais pas.....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance....
- J'ai confiance.....X
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui Non X
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
 - Oui X Non
 - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
 - Dans la négative, pourquoi pas?

Nous pouvons utiliser à cette fin une aile isolée de notre nouvelle maison d'accueil pour personnes âgées. Nous disposons en plus d'un autre local, au besoin.

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SIGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SIGI, gestion de site, autre

St. Thomas
[traduction]

- Dans la négative, pourquoi pas?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi pas?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi pas?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
 - Santé publique
 - Ambulanciers
 - Service des incendies
 - Service de police
 - Organisation de mesures d'urgence locale
 - Organisation de mesures d'urgence provinciale

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
 - Formation
 - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
 - Acheter du matériel d'intervention
 - Constituer une capacité d'intervention CBRNE
 - Constituer une capacité d'intervention SARMU
 - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
 - Autre (veuillez préciser ci-dessous)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
 - Satisfaite
 - Quelque peu satisfaite
 - Pas satisfaite
 - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

Trop de tracasseries administratives.

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC?

St. Thomas
[traduction]

Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Au besoin. Nous avons fait trois demandes dont je me souviens au cours des 16 dernières années, deux fois avec succès.

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Le manque de fonds

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi pas?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

C'est un simple programme d'information. Le manque de temps est notre plus grand ennemi.

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi pas?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
 - Oui Non

Nous n'avons pas de système de radiodiffusion à proprement parler. Nous comptons sur la station de télévision et les stations de radio des municipalités voisines.

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non X
- Ce système vous satisfait-il?
 - Oui Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi pas?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
 - Oui Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Non.

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non

Il est difficile de s'inscrire au Collège en raison du manque d'espace et de m'éloigner de mes principales fonctions d'agent de formation.

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils

St. Thomas
[traduction]

l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi pas?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi pas?
 - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
 - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi pas?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi pas ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses X
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui X Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui Non X

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
 - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

Je l'ignore.

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
 - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement

St. Thomas
[traduction]

provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

Je l'ignore.

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

Elle ne collabore pas actuellement, mais nous travaillons en ce sens.

Questions de suivi

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
 - À la radio locale
 - À la télévision locale
 - À la radio nationale
 - À la télévision nationale
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias X
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui
 - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
 - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
 - Fournitures stockées (voir 2b)
 - Équipement d'urgence spécial
 - Précisez
 - Fournitures médicales

- Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
- Aliments et eau
- Autres
 - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus X – **Pas à ma connaissance.**

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme X
 - J'ai accès à une cache
 - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
 - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
 - Non à tout ce qui précède

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

**Stratford
Ontario**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Michael Gornyczki- Chef adjoint du service des incendies – Formation primaire du CCGU
Membre du service des incendies depuis 20 ans.

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
 - Rurale
 - UrbaineX – 2 679 hectares / 10,3 milles carrés
 - Rurale et urbaine

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..
- Toutes ces réponses

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
 - Un processus provincial normalisé?
 - Un processus fédéral normalisé?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

À chaque année

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique
- Organisation locale de gestion des urgencesX
- Administration municipale
- Tous les services susmentionnés
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

Elles collaborent volontiers.

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

Ils sont précieux dans l'évaluation des risques.

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?
 - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

Actuellement, nous présumons que nous risquons beaucoup plus d'être frappés par des

Stratford
[traduction]

catastrophes naturelles que de subir des attentats terroristes.

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....X
- Quelque peu préparée....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....X
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....
- Ne sais pas

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confianceX
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
 - Oui Non
 - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
 - Dans la négative, pourquoi?

Nous avons un local qui servirait de premier CCU et nous en avons un autre en cas de besoin.

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre
Structure de gestion des incidents (SGI)
- Dans la négative, pourquoi?

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
 - Santé publique
 - Ambulanciers
 - Service des incendies
 - Service de police
 - Organisation de mesures d'urgence locale.....X
 - Organisation de mesures d'urgence provinciale

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des

Stratford
[traduction]

urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
 - Formation
 - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
 - Acheter du matériel d'intervention
 - Constituer une capacité d'intervention CBRNE
 - Constituer une capacité d'intervention SARMU
 - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
 - Autre (veuillez préciser ci-dessous)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
 - Satisfaite
 - Quelque peu satisfaite
 - Pas satisfaite
 - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du

PCPC?

À ma connaissance, nous avons obtenu des fonds trois fois.

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Initiatives de sensibilisation du public organisées par le CCGU.

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
 - Oui Non

Nous recourons aux médias locaux et nous avons un programme sur pied pour distribuer des circulaires d'information à nos citoyens.

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non
- Ce système vous satisfait-il?
 - Oui Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui Non

Stratford
[traduction]

- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
 - Oui Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui X Non

Notre personnel à une formation de niveau Sensibilisation – nous devrions compter sur des ressources de l'extérieur.

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui Non X
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non

Le personnel s'inscrit actuellement aux cours du CCGU.

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui X Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
 - Oui Non

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?
 - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
 - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non X

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Stratford
[traduction]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
 - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

Pas que je sache.

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
 - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

Pas que je sache.

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

Nous avons des partenariats avec les industries locales pour améliorer la sécurité des collectivités.

Questions de suivi

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
 - À la radio locale
 - À la télévision locale
 - À la radio nationale
 - À la télévision nationale
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias X
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui X
 - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
 - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
 - Fournitures stockées (voir 2b)
 - Équipement d'urgence spécial
 - Précisez
 - Fournitures médicales
 - Fournitures pour abris (lits de camp et lits) X (La Croix rouge)
 - Aliments et eau
 - Autres

Stratford
[traduction]

- Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme X
 - J'ai accès à une cache
 - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
 - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
 - Non à tout ce qui précède

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

**Strathcona County
Alberta**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Dwight Osbaldeston, Chef du service des incendies depuis 32 ans

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
 - Rurale
 - Urbaine
 - Rurale et urbaineX

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..
- Toutes ces réponses

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une **tornade**, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

Strathcona County

[traduction]

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi pas?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
 - Un processus provincial normalisé?
 - Un processus fédéral normalisé?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

De façon continue.

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique
- Organisation locale de gestion des urgences
- Administration municipale
- Tous les services susmentionnésX
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non X)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non X)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

C'est obligatoire.

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi pas?
 - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

GRC

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....X
- Quelque peu préparée
- Pas préparée.....
- Ne sais pasX

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....
- Ne sais pasX

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....X

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui Non X
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
 - Oui X Non
 - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
 - Dans la négative, pourquoi pas?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SIGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SIGI, gestion de site, autre

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

- Dans la négative, pourquoi pas?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités

Strathcona County
[traduction]

environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi pas?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi pas?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

Cela dépendrait du type de situation de catastrophe.

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui ? Non ?
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
 - Santé publique
 - Ambulanciers
 - Service des incendies
 - Service de police
 - Organisation de mesures d'urgence locale
 - Organisation de mesures d'urgence provinciale

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
 - Formation
 - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
 - Acheter du matériel d'interventionX
 - Constituer une capacité d'intervention CBRNE
 - Constituer une capacité d'intervention SARMU
 - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
 - Autre (veuillez préciser ci-dessous)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

Trop d'obstacles à l'obtention de fonds. Ni le gouvernement régional ni le gouvernement provincial ne prévoient coordonner les besoins financiers.

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
 - Satisfaite
 - Quelque peu satisfaite
 - Pas satisfaite
 - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

Trop d'obstacles à l'obtention de fonds. Ni le gouvernement régional ni le gouvernement provincial ne prévoient coordonner les besoins financiers.

Strathcona County
[traduction]

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Je l'ignore.

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Les fonds disponibles ne répondent pas aux besoins.

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi pas?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Visites à domicile, site Web, salons portes ouvertes.

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi pas? Manque de fonds et de moyens techniques.
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
 - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non
- Ce système vous satisfait-il?
 - Oui Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi pas?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
 - Oui Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

Ils servent tous les jours / à chaque mois / souvent.

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Non.

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non

Dans certains cas.

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non

De certains types.

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui Non

Strathcona County

[traduction]

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi pas?

Cela incombe au gouvernement provincial.

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi pas?
 - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
 - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2 – La majeure partie de l'équipement est en place / la formation sera donnée en 2008.
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

50 000 \$ par année.

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi pas?

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non – Pas à l'heure actuelle.
- Dans la négative, pourquoi pas ? Manque de fonds
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses X
- Veuillez expliquer votre choix

Cela dépend de la communauté, du risque et des possibilités d'intervention régionales, provinciales ou de l'extérieur de la province.

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
 - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
 - Oui Non

Strathcona County

[traduction]

- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Questions de suivi

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui X (voir 1b)
 - À la radio locale X
 - À la télévision locale X
 - À la radio nationale
 - À la télévision nationale
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez X – **Collaboration entre les médias et le gouvernement de l'Alberta**

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui X
 - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
 - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
 - Fournitures stockées (voir 2b)
 - Équipement d'urgence spécial X
 - Précisez

- Fournitures médicales X
- Fournitures pour abris (lits de camp et lits) X
- Aliments et eau
- Autres
 - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non X

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme
 - J'ai accès à une cache
 - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
 - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
 - Non à tout ce qui précède X

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

**Surrey
Colombie-Britannique**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Len Garis, Chef des pompiers

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
 - Rurale
 - Urbaine X
 - Rurale et urbaine

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..
- Toutes ces réponsesX

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

Incendie / Incident impliquant des matières dangereuses

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi pas?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
 - Un processus provincial normalisé?
 - Un processus fédéral normalisé?

Nous recevons de l'aide par l'intermédiaire du PUP.

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

À chaque année.

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....X
- Service des incendies.....X
- Ambulanciers.....X
- Santé publiqueX
- Organisation locale de gestion des urgences
- Administration municipalev
- Tous les services susmentionnés
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

Elles sont très coopératives.

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

Elles ont orienté notre examen de l'ampleur des sinistres.

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi pas?
 - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

Tous les services d'urgence.

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....X
- Quelque peu préparée
- Pas préparée.....
- Ne sais pas

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....X
- Pas préparé.....
- Ne sais pas

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confianceX
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
 - Oui Non
 - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
 - Dans la négative, pourquoi pas?

La principale salle de conférence de la caserne de pompiers #1 est dotée de tout l'équipement d'un CCU.

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre
SCI employant le modèle du BCERMS.
- Dans la négative, pourquoi pas?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi pas?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi pas?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
 - Santé publiqueX
 - AmbulanciersX
 - Service des incendiesX
 - Service de policeX
 - Organisation de mesures d'urgence locale.....
 - Organisation de mesures d'urgence provincialeX

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des

Surrey
[traduction]

urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
 - FormationX
 - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
 - Acheter du matériel d'intervention
 - Constituer une capacité d'intervention CBRNE
 - Constituer une capacité d'intervention SARMU
 - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
 - Autre (veuillez préciser ci-dessous)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
 - Satisfaite
 - Quelque peu satisfaite
 - Pas satisfaite
 - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du

PCPC?

Une seule fois, avec succès.

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

L'incapacité de recouvrer les sommes investies à se préparer à une catastrophe qui ne se produit pas.

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi pas?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Programme de protection civile de quartier et chefs de file de quartier.

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi pas?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
 - Oui Non

Nous alertons les citoyens au moyen des médias et de la police ainsi que des visites à domicile dans le cas des situations d'urgence de plus petite envergure.

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non
- Ce système vous satisfait-il?
 - Oui Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Surrey
[traduction]

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi pas?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
 - Oui Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

Nous travaillons actuellement à mettre un tel système sur pied.

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Non.

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non

Formation du Justice Institute en gestion des situations d'urgence et dans le cadre du Programme d'urgence provincial.

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils

l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi pas?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi pas?
 - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
 - Oui Non

Elle a été déplacée.

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi pas?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Surrey
[traduction]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi pas ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial X
- Gouvernement fédéral X
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

Ce programme est coûteux et rarement nécessaire.

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui X Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui X Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
 - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
 - Oui Non X
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement

provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

Par des partenariats et la sensibilisation du secteur privé par l'intermédiaire des services du génie.

Questions de suivi

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
 - À la radio locale
 - À la télévision locale
 - À la radio nationale
 - À la télévision nationale
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias X
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui
 - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
 - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
 - Fournitures stockées (voir 2b)
 - Équipement d'urgence spécial
 - Précisez

Surrey
[traduction]

- Fournitures médicales
- Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
- Aliments et eau
- Autres
 - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus X

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non X

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme X
 - J'ai accès à une cache
 - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
 - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
 - Non à tout ce qui précède X

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

**Thetford Mines
Québec**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Léon Bisson; Chef aux opérations au service de sécurité incendie de Thetford Mines

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
 - Rurale
 - Urbaine
 - Rurale et urbaineX 234.7 km²

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport .. X
- Toutes ces réponses

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Thetford Mines

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
 - Un processus provincial normalisé?
 - Un processus fédéral normalisé?

Analyse à l'interne

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Lors des remises à jour de son plan de mesures d'urgence

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....x
- Service des incendies.....x
- Ambulanciers.....x
- Santé publiquex
- Organisation locale de gestion des urgencesx
- Administration municipalex
- Tous les services susmentionnésx
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui x Non)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non x)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi? Considéré comme très peu probable
 - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....x
- Quelque peu préparée....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas

Plan informatisé en 2006

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....x
- Pas préparé.....
- Ne sais pas

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiancex
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
 - Oui Non
 - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
 - Dans la négative, pourquoi?

Trois différents sites de prévus au cas ou le site principal devrait être évacué. Le site principal est muni de génératrices et de lignes d'urgence.

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui x Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre
 - Gestion de site et centre de coordination
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Thetford Mines

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

Ou plus selon le sinistre

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
 - Santé publique
 - Ambulanciers
 - Service des incendiesx
 - Service de policex
 - Organisation de mesures d'urgence locale.....x
 - Organisation de mesures d'urgence provincialex

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des

urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui Non Pas de financement disponible à date

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
 - Formation
 - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
 - Acheter du matériel d'intervention
 - Constituer une capacité d'intervention CBRNE
 - Constituer une capacité d'intervention SARMU
 - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
 - Autre (veuillez préciser ci-dessous)x

Financement : remboursement des coûts

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

Pas de financement disponible. Aussi, il n'est pas évident de déterminer quand la Sécurité Civile du Québec intervient ou non.

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
 - Satisfaite
 - Quelque peu satisfaite
 - Pas satisfaite
 - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC?

Thetford Mines

Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Ne sait pas

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Les mises à jour demandent beaucoup de temps. Elles devraient être au moins partiellement financées.

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi? Pas envisagé.
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence? Par les médias et son site internet
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il? Bien. Géré par la section information de la Ville
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
 - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non
- Ce système vous satisfait-il?
 - Oui Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi? Pas directement interopérable, mais possible de communiquer.
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
 - Oui Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Non

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non

Nous ne possédons les vêtements de protection et la formation pour intervenir.

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non

Géré par les services techniques de la Ville.

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre

Thetford Mines

municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?
 - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
 - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses x
- Veuillez expliquer votre choix

Partage équitable des coûts

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui x Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui Non x

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non x
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
 - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non x
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
 - Oui Non

Thetford Mines

- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

- 9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Questions de suivi

(La municipalité n'a pas soumis de réponse aux questions de suivi)

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

**Thunder Bay
Ontario**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Robert Walters, Directeur de l'administration depuis un an

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
 - Rurale
 - Urbaine
 - Rurale et urbaineX

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..
- Toutes ces réponsesX

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

À l'occasion d'une inondation aux environs de la baie James au cours de laquelle nous avons dû évacuer les résidents pendant des périodes plus ou moins longues.

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

Thunder Bay
[traduction]

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi pas?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
 - Un processus provincial normalisé?
 - Un processus fédéral normalisé?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

À tous les 2 ans.

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....X
- Service des incendies.....X
- Ambulanciers.....X
- Santé publiqueX
- Organisation locale de gestion des urgences
- Administration municipaleX
- Tous les services susmentionnés
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

Elles sont tout à fait disposées à nous faire profiter de leurs renseignements, de leur équipement, de leurs connaissances et de leur personnel d'expérience.

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

Ils facilitent notre évaluation des situations, parce que nous comprenons maintenant mieux leurs activités et qu'elles disposent d'experts dans certains domaines.

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi pas?
 - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....X
- Quelque peu préparée
- Pas préparée.....
- Ne sais pas

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....X
- Pas préparé.....
- Ne sais pas

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance
- J'ai confiance.....X
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui Non X
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
 - Oui X Non
 - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
 - Dans la négative, pourquoi pas?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre
Structure de commandement en cas d'incident
- Dans la négative, pourquoi pas?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités

Thunder Bay
[traduction]

environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi pas?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi pas?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
 - Santé publiqueX
 - AmbulanciersX
 - Service des incendiesX
 - Service de policeX
 - Organisation de mesures d'urgence locale.....
 - Organisation de mesures d'urgence provinciale

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

Ils sont compris dans le budget d'exploitation du service des incendies.

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
 - FormationX
 - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
 - Acheter du matériel d'interventionX
 - Constituer une capacité d'intervention CBRNEX
 - Constituer une capacité d'intervention SARMUX
 - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
 - Autre (veuillez préciser ci-dessous)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

Il est encore difficile d'obtenir tout l'équipement et toute la formation dont nous avons besoin. Nous n'avons pas les fonds nécessaires pour assurer une formation continue.

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
 - Satisfaite
 - Quelque peu satisfaite
 - Pas satisfaite
 - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

Nous n'avons pas les fonds nécessaires pour former nos gens dans l'usage de l'équipement et son entretien ni pour engager le personnel voulu. Les fonds du PCPU sont

Thunder Bay
[traduction]

distribués à chaque exercice financier, à la fin d'avril, alors que l'exercice d'une municipalité se termine le 31 décembre, ce qui pose des problèmes. Les critères pour l'équipement ne sont pas satisfaisants, surtout pour le Nord-Ouest de l'Ontario, où Thunder Bay est un centre régional.

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Nous en avons demandé à maintes reprises, et nous en avons reçu trois fois récemment, mais nous n'arrivons pas à obtenir de somme importante. Je répète que nous sommes le centre régional du Nord-Ouest de l'Ontario et qu'à ce titre, nous devons fournir la majeure partie des ressources tant en équipement qu'en main-d'œuvre dans l'éventualité de situations d'urgence de grande ampleur. Quand cela se produit, nous ne recevons aucune aide du Sud de l'Ontario, qui est à 1000 milles d'ici. Il faudrait que tout le nécessaire soit entreposé dans le Nord-Ouest de l'Ontario.

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Nous sommes si loin dans le nord de la province qu'on nous oublie. Nous sommes la plaque tournante qui assure les ressources à tout le Nord-Ouest de l'Ontario, mais on n'a pas la moindre idée de ce que cela représente comme territoire. Les déplacements sont très lents et les distances, très longues, mais les fonds qu'on nous accorde n'en tiennent pas compte.

5) Sensibilisation du public

5d. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi pas?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Activités de la Semaine des préparatifs d'urgence et réunion d'un comité visant à planifier les programmes de sensibilisation du public.

5e. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi pas?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il? Stations de radio locales
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
 - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5f. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision

et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non
- Ce système vous satisfait-il?
 - Oui Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

Selon les directeurs du service de l'information à qui j'ai parlé, ils diffuseront une alerte en cas d'urgence, parce que leur métier est d'informer.

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi pas?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
 - Oui Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

C'est surtout en raison du manque de fonds. De plus, nous sommes fort inquiets du fait que l'ACSSC passera à un réseau numérique d'ici à deux ans et que les services locaux des incendies, qui comptent sur son service de réception des appels, ont un réseau analogique.

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Non.

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non

Nous avons une équipe d'intervention CBRNE du niveau provincial II (opérations) comptant 5 techniciens au sein du personnel du service des incendies.

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui Non

Thunder Bay
[traduction]

- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non X

Nous manquons de personnel ayant une formation de ce niveau parce que nous n'avons ni l'effectif, ni les ressources voulus.

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui X Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
 - Oui X Non
 - Dans la négative, pourquoi pas?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
 - Oui X Non
 - Dans la négative, pourquoi pas?
 - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
 - Oui X Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non X – Nous venons tout juste (2007) de mettre sur pied un programme de SARMU. Nous avons reçu une partie de l'équipement, mais aucune formation. Nous avons demandé un véhicule de sauvetage difficile pour transporter l'équipement du PCPU, mais on nous a fait savoir que nous n'y avons pas droit.

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi pas?

C'est dans cet esprit que nous avons demandé de l'équipement de SARMU (pour lequel nous avons reçu des fonds) et le véhicule de sauvetage difficile, car cela nous aurait permis de déployer nos services dans toute la région. Mais le PCPU ne finançait ni le véhicule, ni le compresseur d'air portatif pour le camion.

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi pas ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

Notre communauté n'a pas les ressources qu'il faut pour cela. Notre objectif était de pouvoir assurer un déploiement SARMU jusqu'à l'arrivée de l'équipe d'intervention SARMU déployée par Toronto.

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial X
- Gouvernement fédéral X
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

Le coût de la formation SARMU est si prohibitif pour les petites collectivités que nous aurions du mal à assurer une formation SARMU continue.

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui X Non

Thunder Bay
[traduction]

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non – Je n'en suis pas certain.
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
 - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non – Je n'en suis pas certain.
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
 - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Questions de suivi

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
 - À la radio locale
 - À la télévision locale
 - À la radio nationale
 - À la télévision nationale
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui
 - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
 - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
 - Fournitures stockées (voir 2b)
 - Équipement d'urgence spécial
 - Précisez
 - Fournitures médicales
 - Fournitures pour abris (lits de camp et lits) X
 - Aliments et eau
 - Autres
 - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus X

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui **X** (voir 2c)
- Non

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme
 - J'ai accès à une cache
 - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité X
 - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
 - Non à tout ce qui précède

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

**Timmins
Ontario**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Mike Pintar, chef des pompiers et coordonateur de la gestion des urgences de la Ville de Timmins, trois ans d'expérience.

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
 - Rurale
 - Urbaine
 - Rurale et urbaine.....X

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport..X
- Toutes ces réponses

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

La ville a subi une inondation en 1996 et a accueilli des citoyens de collectivités côtières de la baie James lorsqu'elles ont été évacuées.

La panne d'électricité de 2003 n'a pas nécessité d'évacuations à Timmins parce que le courant a été rétabli en quelques heures.

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non

- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
 - Un processus provincial normalisé?
 - Un processus fédéral normalisé?

Normes de GSUO.

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Annuellement.

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....X
- Service des incendies.....X
- Ambulanciers.....X
- Santé publiqueX
- Organisation locale de gestion des urgencesX
- Administration municipaleX
- Tous les services susmentionnésX
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

Elles sont très disposées à le faire et font partie du comité.

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

Dans l'ensemble, ils nous ont permis de prendre de meilleures décisions.

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
 - Oui Non

Timmins
[traduction]

- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....X
- Quelque peu préparée
- Pas préparée.....
- Ne sais pas

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....X
- Pas préparé.....
- Ne sais pas

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confianceX
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
 - Oui Non
 - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
 - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

SCI

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

Dépend de la gravité de la situation.

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
 - Santé publiqueX
 - AmbulanciersX
 - Service des incendiesX
 - Service de policeX
 - Organisation de mesures d'urgence localeX
 - Organisation de mesures d'urgence provincialeX

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

Timmins
[traduction]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
 - Formation
 - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
 - Acheter du matériel d'interventionX
 - Constituer une capacité d'intervention CBRNEX
 - Constituer une capacité d'intervention SARMU
 - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
 - Autre (veuillez préciser ci-dessous)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
 - Satisfaite
 - Quelque peu satisfaite
 - Pas satisfaite
 - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC?

Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Je crois qu'elle a présenté cinq demandes et qu'elle a reçu du financement pour deux de ces demandes (à ma connaissance).

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Nous aimerions recevoir un financement plus important parce que cela faciliterait beaucoup la gestion des urgences dans la municipalité.

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
 - Oui Non

Nous utilisons les médias et les services d'urgence locaux, et nous avons à notre disposition un centre d'appels qui compte plus de 700 employés. Nous étudions actuellement les différents types de radiodiffusion afin d'en trouver un qui répondrait mieux à nos besoins.

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non
- Ce système vous satisfait-il?
 - Oui Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Timmins
[traduction]

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi? Nous tentons actuellement de moderniser notre système.
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
 - Oui Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Non.

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non
- Nous avons atteint le niveau des opérations, mais nous devons toujours faire appel à l'équipe de techniciens en intervention d'urgence de Toronto.

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non

Le personnel a reçu de la formation de Gestion des situations d'urgence Ontario (GSUO).

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre

municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?

Au besoin, nous communiquerons avec eux par l'entremise de GSUO.

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?
 - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
 - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement

Timmins
[traduction]

de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial X
- Gouvernement fédéral X
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

Il serait préférable que le financement du programme soit assuré par les gouvernements provincial et fédéral, parce qu'il serait très difficile de le financer localement compte tenu des énormes coûts initiaux et permanents.

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui X Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui X Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
 - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
 - Oui Non

- Dans l’affirmative, quel type d’aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

Il les inclut dans le comité de gestion des urgences.

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d’infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Questions de suivi

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d’interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d’urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
 - À la radio locale
 - À la télévision locale
 - À la radio nationale
 - À la télévision nationale
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias X
- Non, cela n’est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d’interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez

- Aucun pouvoir officiel n’est nécessaire X

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d’urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui X
 - Les fournitures d’urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d’urgence X
 - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu’ils joueraient en cas d’urgence X
 - Fournitures stockées (voir 2b)
 - Équipement d’urgence spécial
 - Précisez

Timmins
[traduction]

- Fournitures médicales
- Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
- Aliments et eau
- Autres
 - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme X
 - J'ai accès à une cache X
 - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
 - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
 - Non à tout ce qui précède

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

**Toronto
Ontario**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Je m'appelle Warren Leonard et je suis directeur du Bureau de la gestion des urgences de la ville de Toronto. Je travaille à plein temps dans la gestion des urgences pour la ville de Toronto (et auparavant pour l'agglomération métropolitaine) depuis plus de 19 ans, c'est-à-dire depuis 1988. J'ai été accrédité à titre de Gestionnaire certifié des situations d'urgence par l'International Association of Emergency Managers. Ma certification m'a été décernée en 1997, puis a été reconfirmée en 2002 et en 2007.

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
 - Rurale
 - UrbaineX
 - Rurale et urbaine

Toronto est une zone très urbanisée qui compte 2,5 millions d'habitants (5 millions dans la Région du Grand Toronto). La ville occupe une superficie de 641 km² et s'étend sur 43 km, d'est en ouest, et sur 21 km, du sud au nord, en ses points les plus éloignés, avec un périmètre d'environ 180 km. La densité de population est de 4177 habitants/km². La superficie de la ville est résidentielle à 34,8 %; industrielle à 7,8 %; commerciale à 2,3 %; institutionnelle à 7,3 % (écoles, universités, églises et cimetières).

On trouve à Toronto 90 % des banques étrangères établies au Canada et 80 % des plus importantes firmes de R&D, d'avocats, de publicité et de technologies de pointe. Pratiquement toutes les banques canadiennes et les sociétés financières canadiennes ont leur siège social à Toronto. On y dénombre 75 000 entreprises qui emploient 1,2 million de personnes, soit le sixième des emplois au Canada.

Toronto compte 90 consulats étrangers. Nous avons le quatrième aéroport nord-américain en importance et le deuxième réseau de transport en commun en Amérique du Nord, avec 450 millions de passagers par année.

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....
- Poste frontière.....

Toronto
[traduction]

- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..
- Toutes ces réponsesX
- *La ville de Toronto court un certain nombre de risques qui pourraient nécessiter une intervention d'urgence en cas d'accident causant des pertes importantes, notamment des zones industrielles étendues, un aéroport international, trois aéroports de moindre importance, un port, l'autoroute 401, des kilomètres de voie ferrée, le pipeline transcanadien, des zones densément peuplées, des stades dont la capacité dépasse les 50 000 spectateurs, des tours d'habitation et à bureau, des attractions touristiques, etc. La frontière est de la ville est située à moins de 10 km de la centrale nucléaire Pickering, qui compte six réacteurs en fonction.*

L'Union Station, elle aussi située à Toronto, sert de plaque tournante pour les trains interville. Elle transporte plus de 63 millions de passagers chaque année (soit plus que bon nombre d'aéroports importants).

- *La Toronto Transit Commission (TTC) a permis d'effectuer 444 544 000 déplacements en 2006 (plus de 1,2 million de déplacements par jour), grâce à son réseau d'autobus et de métros.*

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

L'épidémie de SRAS et la panne d'électricité de 2003 étaient des situations d'urgence déclarées par la province, mais la ville de Toronto ne les a pas déclarées.

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :

- Un processus provincial normalisé? X
- Un processus fédéral normalisé?

On suit les lignes directrices provinciales pour évaluer les risques, mais on utilise une méthodologie qui repose sur les pratiques exemplaires d'autres administrations.

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

L'évaluation des risques est examinée et mise à jour régulièrement. La plus récente remonte au deuxième trimestre de 2007.

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique
- Organisation locale de gestion des urgences
- Administration municipale
- Tous les services susmentionnésX
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non X)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non X)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

Certains partenaires de l'industrie sont plus coopératifs que d'autres. S'ils sont sous réglementation fédérale, ils peuvent être moins enclins à coopérer et à partager l'information s'ils considèrent qu'ils n'ont qu'à se conformer aux exigences de leurs organismes de réglementation. Sans législation contraignante, une demande d'information provenant des autorités municipales peut être jugée moins importante qu'elle ne l'est en réalité.

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

Ce manque de renseignements donne des plans d'urgence municipaux moins complets et peut compromettre notre capacité d'agir. Il est possible de réduire les risques par des campagnes d'information publique ciblées, de la formation pour les travailleurs, des plans d'évacuation et une meilleure coopération entre les opérateurs des installations à risque et les intervenants municipaux.

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
 - Oui X Non
 - Dans la négative, pourquoi?

Toronto
[traduction]

- Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

Le Service de police de Toronto est un chef de file dans l'élaboration, l'entretien et le déploiement de plans de lutte contre le terrorisme. Il travaille en étroite collaboration avec les services de renseignements des corps policiers, ses homologues provinciaux et fédéraux, et des contacts internationaux. Le Service de police de Toronto gère un programme d'échange avec le service de renseignements du service de police de New York.

Pour ce qui est des interventions, la ville de Toronto dispose d'une Équipe mixte d'intervention CBRN équipée et formée.

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....X
- Quelque peu préparée....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas

Depuis l'épidémie de SRAS et la panne d'électricité de 2003, et compte tenu des nouveaux risques liés au terrorisme mondial, des pandémies, des changements climatiques et de la convergence technologique, il n'est pas possible de répondre à cette question de manière définitive. La nature de la gestion des urgences est telle que même si nous sommes préparés, nous poursuivons toujours nos activités de préparation.

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....
- Ne sais pas

Nous ne sommes pas en mesure de déterminer si le gouvernement fédéral serait préparé à réagir parce que nous ne connaissons pas en détail ses plans d'urgence et ses organismes d'intervention d'urgence. Les capacités du gouvernement fédéral en matière de réaction et de coordination n'ont jamais été mises à l'épreuve dans le cadre de véritables événements d'envergure. Nous croyons qu'actuellement, une des lacunes de la hiérarchie de la gestion des urgences au Canada est le manque de véritable soutien opérationnel accordé aux municipalités.

Nous avons émis cette hypothèse en raison de notre expérience lors d'un événement dont l'ampleur n'est pas comparable à celle de l'ouragan Katrina (c.-à-d. l'évacuation et l'hébergement des réfugiés libanais). Les organismes fédéraux concernés n'ont pas démontré un niveau de préparation adéquat. Au début de la situation d'urgence, soit pendant les premières téléconférences avec les gouvernements fédéral et provincial, il y a eu un long débat visant à déterminer quel ministère serait l'« organisme responsable ». L'organisme responsable coordonne l'orientation globale de l'intervention d'urgence. Tant que cette question n'a pas été réglée, des organismes fédéraux et provinciaux ont communiqué avec le

personnel de différentes divisions de la ville de Toronto pour lui demander d'accueillir et d'héberger les personnes évacuées. Ces demandes ne semblaient pas avoir été coordonnées ou harmonisées les unes avec les autres. On avait parfois l'impression que les intervenants fédéraux et provinciaux ne se transmettaient pas les détails de leurs activités ou plans respectifs, et qu'ils tentaient tous deux de diriger le personnel de la ville. Lors d'une réunion de clôture qui a suivi l'intervention d'urgence, on a convenu qu'il fallait améliorer les mécanismes de communication et de coordination entre les intervenants de tous les niveaux.

Nous présumons donc que si un événement de l'ampleur de l'ouragan Katrina survenait, le niveau de préparation du gouvernement fédéral ne serait pas suffisant.

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance
- J'ai confiance.....X
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....X

Nous sommes convaincus que le gouvernement provincial tentera d'appuyer les interventions d'urgence de la municipalité. Il est toutefois difficile d'évaluer le véritable soutien opérationnel (tangible) qu'il nous apporterait parce que nous sommes incapables de déterminer les ressources qu'il pourrait déployer pour compléter celles dont nous disposons. L'appui du gouvernement provincial dépendrait également de la manière dont la province elle-même serait touchée par la catastrophe. Nous possédons de l'information sur les ressources provinciales disponibles, mais ces ressources pourraient être dirigées vers d'autres municipalités si l'ampleur de la catastrophe l'exigeait.

Les services offerts par les municipalités diffèrent beaucoup de ceux offerts par le gouvernement provincial. Lorsque nous cherchons de l'aide en cas d'urgence, c'est souvent de soutien opérationnel de première ligne dont nous avons besoin. Ce type de soutien n'est souvent pas facile à obtenir de la part de la province.

Notre expérience indique que la ville de Toronto est mieux placée pour offrir des services essentiels directement au public. En cas d'urgence, la ville a besoin de soutien opérationnel de première ligne (personnel, équipement, véhicules, etc.) travaillant sous la direction des intervenants municipaux (services d'urgence, santé publique, inspecteurs en bâtiment, travaux publics, etc.).

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
 - Oui Non
 - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
 - Dans la négative, pourquoi?

Le centre des opérations d'urgence (COU) occupe presque un étage entier d'un immeuble à bureaux de faible hauteur. L'immeuble, situé en plein cœur de Toronto, abrite d'autres services d'intervention critique de la ville. Le COU comprend une salle de réunion

Toronto
[traduction]

principale, des salles de travail pour petits groupes, de nombreux téléviseurs, des nouvelles en direct sur des postes satellites ou du câble, des ordinateurs, des imprimantes, des télécopieurs, une connexion Internet, des aides audiovisuelles, un poste complet de radio-amateur, des génératrices auxiliaires, des installations pour des conférences de presse, un service de téléconférence relié à l'hôtel de ville, un système d'information géographique et une station de cartographie, des téléphones, des bureaux, des zones de poser (touchdown), une cuisine.

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

Nous utilisons une SCI pour la gestion de site.

- Dans la négative, pourquoi?

L'application d'une SCI dans un grand COU municipal présente des défis. Il est difficile de redéfinir une structure de contrôle administrative et opérationnelle qui fonctionne lors de l'activation d'un COU.

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

Il n'est pas facile de répondre à cette question de façon générale sans disposer de renseignements précis sur les caractéristiques de la catastrophe, sur les pertes simultanées subies pendant la catastrophe et sur les composantes de notre plan d'intervention qui sont très hypothéquées (c.-à-d. perte simultanée de l'alimentation électrique et de l'eau potable, contamination de la nourriture et des médicaments d'importance vitale, pertes massives chez le personnel hospitalier et les intervenants en cas d'urgence, dérèglement des principales chaînes d'approvisionnement, etc.). La panne d'électricité de 2003 a permis de démontrer que la ville est en mesure de se débrouiller seule pendant environ 24 heures, puisqu'après cette période, l'électricité a été rétablie graduellement.

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui Non

Elle a entreposé certaines fournitures et d'autres types de fournitures sont en voie de l'être.

- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
 - Santé publique
 - Ambulanciers
 - Service des incendies
 - Service de police
 - Organisation de mesures d'urgence locale.....
 - Organisation de mesures d'urgence provinciale

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

Administration municipale (impôt foncier)

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui Non

En tant que tel, le gouvernement provincial n'assure pas le financement de la gestion des urgences. Il débloque toutefois des fonds lorsqu'une catastrophe survient (p. ex. le SRAS). L'Ontario facilite nos demandes de fonds dans le cadre du PCPC. Le commissaire des incendies de l'Ontario accorde un certain financement pour que le service d'incendie de Toronto se constitue une capacité d'intervention CBRNE.

- Dans l'affirmative, dans quel but?
 - Formation
 - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
 - Acheter du matériel d'intervention

Toronto
[traduction]

- Constituer une capacité d'intervention CBRNEX
- Constituer une capacité d'intervention SARMU
- Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
- Autre (veuillez préciser ci-dessous)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

Sans objet

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui X Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
 - Satisfaite
 - Quelque peu satisfaite
 - Pas satisfaite X
 - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

Le processus du PCPC n'est pas synchronisé avec les cycles municipaux de budgétisation et de dépenses. Il n'est pas du tout convivial et complique le financement de notre programme de préparatifs d'urgence. Au fil des ans, le problème a été signalé à des représentants provinciaux et fédéraux à de nombreuses reprises.

Toutefois, il faut toujours obtenir davantage de financement parce que les fournitures deviennent périmées et que l'équipement devient désuet. Si les prix ou les spécifications changent entre le moment où la demande de remboursement est présentée et celui où elle est approuvée, la paperasserie requise pour concilier les différences de documentation coûte cher en argent et en temps. Il faut que le système soit plus convivial, efficace et flexible.

Le budget fédéral, qui totalise environ 8 millions de dollars annuellement et est partagé dans l'ensemble du pays, est nettement insuffisant. En comparaison, le gouvernement américain a alloué des sommes considérables directement aux grandes agglomérations urbaines pour qu'elles mettent en œuvre une vaste gamme de projets.

Il y a des priorités concurrentes lorsqu'un programme fédéral est géré par une province, et que les municipalités n'ont pas participé au processus décisionnel.

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Une fois par année. Certains programmes spécialisés ont connu du succès (p. ex. RSMUEL), tandis que d'autres ont constamment été refusés.

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Nous devrions disposer d'un financement de base prévisible et stable qui nous permettrait d'effectuer une planification pluriannuelle pour l'élaboration des plans d'urgence, des exercices et des mesures correctives. On a tendance à négliger le financement des mesures correctives pour se concentrer sur les interventions. Certaines mesures correctives peuvent comprendre des changements de procédure, d'autres peuvent nécessiter des dépenses en capital, de la formation spécialisée pour les intervenants, une modernisation de la technologie, de l'accumulation de stocks, de la restauration, des alertes au public, des campagnes de sensibilisation du public, etc. Certaines de ces initiatives doivent être répétées et continues (p. ex. sensibilisation du public). Nous sommes toujours en concurrence pour obtenir du financement.

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Nous avons créé un site Web destiné au public qui renferme de l'information sur la gestion des urgences, nous avons distribué une brochure sur la préparation personnelle et nous avons présenté des exposés à des organismes et groupes locaux qui en ont fait la demande. Tous les ans, nous prenons part à la Semaine de la participation civile. Toutefois, comme c'est souvent le cas en matière de gestion des urgences, nous devrions en faire davantage, mais les contraintes financières nous en empêchent.

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi? *Nous aurions besoin d'infrastructures et de capitaux pour installer un nouveau système de diffusion de messages d'alerte ainsi que de fonds pour le faire fonctionner. Nous n'arrivons pas à obtenir le financement considérable dont nous aurions besoin pour couvrir la ville de Toronto.*
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous

Toronto
[traduction]

différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
 - Oui Non

Nous comptons sur les médias pour qu'ils diffusent des messages d'urgence (à la télévision, à la radio et sur Internet). Toutefois, cette méthode n'est pas efficace à 100 % pour aviser les gens qui se trouvent à l'intérieur/à l'extérieur, le jour/la nuit. Elle est moins efficace en cas de panne d'électricité majeure parce que ce ne sont pas tous les médias qui possèdent des génératrices auxiliaires.

Toronto est un des marchés où la saturation médiatique est la plus marquée en Amérique du Nord. Lorsqu'un événement important se produit à Toronto, les différents types de médias se chargent de le faire connaître. Il n'existe aucun système permettant d'aviser tous les citoyens efficacement, compte tenu des quatre variables problématiques de longue date (c.-à-d. à l'intérieur/à l'extérieur, le jour/la nuit).

Nous siégeons à des groupes de travail sur CANALERTE et à des sous-comités du Comité directeur du CRTC sur l'interconnexion (CDCI) afin de concevoir de nouvelles approches pour alerter la population. Pour mettre ces initiatives en œuvre, nous avons besoin d'un financement durable.

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non X

Elle ne peut pas le faire unilatéralement. Toutefois, avec la coopération des radiodiffuseurs, des messages d'urgence peuvent être envoyés dans les délais voulus.

- Ce système vous satisfait-il?
 - Oui Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

Malgré les commentaires qui précèdent, il faut reconnaître que lorsque des événements majeurs se produisent à Toronto, les médias constituent un moyen de communication de masse très efficace. Des événements comme la panne d'électricité, l'écrasement de l'avion d'Air France et l'inondation de 2005 ont tous été diffusés presque immédiatement après s'être produits. Je ne connais personne qui n'a pas été mis au courant de ces incidents presque immédiatement.

L'initiative CANALERTE répondra à bon nombre de nos préoccupations. Le CRTC a récemment rendu une décision qui permet d'interrompre unilatéralement des émissions locales en cas de danger immédiat pour la vie, et de le faire, mais avec la coopération des radiodiffuseurs, en cas de danger pour la propriété.

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
 - Oui Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

Ces systèmes sont vérifiés tous les mois et sont utilisés pendant les exercices.

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Oui, ils sont interopérables avec les systèmes provinciaux et, à un degré moindre, avec ceux des systèmes fédéraux. Ils ne le sont pas avec ceux des autorités américaines.

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non

La ville de Toronto a créé une Équipe mixte d'intervention en cas d'urgence chimique, biologique, radiologique et nucléaire avec le service de police, le service des incendies et le service médical d'urgence. Les chefs d'équipe suivent une formation annuelle avec des agents toxiques réels pour les membres de leurs services respectifs à Suffield, en Alberta (lorsqu'ils disposent des fonds nécessaires du moins). Le PCPC a accordé un financement pour ce programme, et le commissaire des incendies de l'Ontario accorde un financement annuel direct au service d'incendie de Toronto. Le budget annuel de fonctionnement est géré par le Bureau des services d'urgence.

Pour que l'équipe demeure en fonction, nous avons besoin d'un financement durable de la part des paliers gouvernementaux supérieurs. En raison des départs à la retraite et du taux de roulement, une formation continue est nécessaire pour que les nouveaux membres des services d'urgence acquièrent les habiletés requises.

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non

Nous comptons sur les fournisseurs d'accès Internet du secteur privé pour qu'ils gèrent les cyberattaques. Nous traitons ce risque dans notre détermination des dangers et évaluation des risques, dans la section sur les télécommunications, mais il en est fait également mention dans la section sur le terrorisme. Le service des technologies de l'information de la ville participe à des projets sur la continuité des opérations. Une attaque réussie à l'endroit du secteur financier aurait des répercussions particulièrement importantes, c'est pourquoi il travaille activement à l'élaboration de stratégies de prévention. D'autres infrastructures cruciales qui reposent sur la technologie peuvent être de compétence provinciale ou fédérale et devraient être surveillées en conséquence (p. ex., réseau de transport d'énergie électrique, établissements bancaires et institutions financières et toutes les infrastructures dont le bon fonctionnement repose sur Internet).

Toronto
[traduction]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non

Non. Le Collège canadien de gestion des urgences ne peut pas recevoir tous nos employés. Le service de police de Toronto compte 7 000 employés, le service d'incendie de Toronto en compte 3 000, le SMU de Toronto en compte 1 100, Administration des refuges, du soutien et du logement en compte 700, le service d'approvisionnement en eau de Toronto en compte 1 500, le service de sécurité commerciale et de sécurité des personnes en compte 135, etc.

Au total, la ville de Toronto compte environ 36 000 employés. Ils n'ont visiblement pas tous besoin de suivre de la formation dans les installations fédérales d'Ottawa. Cependant, cela illustre bien les défis de taille que doit surmonter la ville de Toronto lorsqu'elle offre de la formation à son personnel. Le Bureau des services d'urgence de Toronto répond à la plupart des besoins locaux de formation, mais il n'arrive pas à suffire à la demande.

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?

Avec beaucoup de succès, nos relations s'intensifient et nous coopérons pleinement.

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?
 - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
 - Oui Non

Nous sommes en voie de renforcer notre relation avec les forces régulières et la force de réserve, par l'entremise du gouvernement provincial. Nous avons notamment amorcé des discussions très fructueuses avec le lieutenant-colonel Cliff Trollope à l'EM SCFT/FOIC et nous l'inviterons à se joindre à notre comité de gestion des urgences.

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

Environ 1 000 000 \$ par année.

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

L'équipe peut être en route et pleinement déployée dans les six heures suivant la demande de déploiement.

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix *Voir commentaires*

Si une équipe SARMU peut être déployée à l'extérieur de la collectivité, dans d'autres administrations, les gouvernements fédéral et provincial devraient assumer les coûts associés à

Toronto
[traduction]

l'équipement et au maintien de l'équipe. Elle devrait être considérée comme une ressource nationale commune qui peut être déployée n'importe où au Canada. Comme les compétences techniques et organisationnelles d'une équipe SARMU reposent généralement sur les premiers intervenants locaux comme le service d'incendie, le service de police et le service médical d'urgence, l'équipe devrait continuer à relever de la municipalité, ce qui lui permettra d'assurer une bonne coordination, des communications compatibles (langage et équipement), et des commandes et contrôles avec les services d'urgence locaux.

Les gouvernements fédéral, provincial et municipal doivent travailler en étroite collaboration pour appuyer un programme national de Recherche et sauvetage en milieu urbain à l'aide d'équipement lourd. Les équipes SARMU peuvent intervenir n'importe où au Canada au nom du gouvernement fédéral, mais l'équipe CAN-TF3 de Toronto est une ressource précieuse et indispensable en matière d'urgence à Toronto et en Ontario, comme le sont les quatre autres équipes dans leurs municipalités respectives.

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui Non

En fonction de la participation du secteur privé.

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui Non

Seulement pour celles qui relèvent de notre compétence. Même dans ces secteurs, nous avons besoin de fonds supplémentaires qui soutiendront les efforts que nous déployons pour que les infrastructures cruciales soient bien protégées.

Par exemple, si une menace crédible a été proférée à l'endroit d'une cible précise (emplacement), les ressources dont dispose le service de police municipal permettront probablement d'assurer la protection des lieux. Toutefois, si une menace crédible plane sur une cible générale ou sur l'ensemble d'un système (p. ex., transport en commun, aqueducs, électricité, télécommunications, institutions financières), il n'est pas possible de protéger tous les emplacements uniquement à l'aide des ressources du service de police municipal. Une ville de la taille de Toronto aurait besoin d'un soutien considérable de la part des autres paliers de gouvernement, des Forces canadiennes et du secteur privé.

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non

Probablement, mais elles n'ont pas été précisées.

- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
 - Oui Non *Ne sait pas, voir 9b.*
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures

fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non

Probablement, mais elles n'ont pas été précisées.

- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

- Oui Non

Ne sait pas, voir 9b.

- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

Nous avons fait participer le secteur privé à notre processus de détermination des dangers et d'évaluation des risques, mais avec un succès limité. Nous améliorons constamment nos relations, selon ce que nous permettent les ressources dont nous disposons. Collectivement et en partenariat, nous devons évaluer les risques qui planent sur ses infrastructures et déterminer de façon réaliste ce qui peut être fait pour les protéger.

Questions de suivi

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
 - À la radio locale
 - À la télévision locale
 - À la radio nationale
 - À la télévision nationale
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias X
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale

Toronto
[traduction]

- Par législation locale
- Autre : expliquez

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui X
 - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
 - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
 - Fournitures stockées X (voir 2b)
 - Équipement d'urgence spécial
 - Précisez – Liées aux interventions des équipes SARMU et CBRN
 - Fournitures médicales
 - Fournitures pour abris (lits de camp et lits) X
 - Aliments et eau
 - Autres X
 - Précisez – En traitement pour l'acquisition et le stockage de fournitures en cas de pandémie de grippe
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non X

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme X
 - J'ai accès à une cache
 - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
 - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
 - Non à tout ce qui précède

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

Trois-Rivières Québec

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Dany Cloutier, chef de division opérations et mesures d'urgence

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)? 332 km²

- Votre municipalité est :
 - Rurale
 - Urbaine
 - Rurale et urbaineX

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..X
- Toutes ces réponses

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

Je n'ai pas de donnée sur cette question mais étant en poste depuis 2004, aucun évènement n'a nécessité un état d'urgence

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

2) **Évaluation des risques**

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi? L'évaluation sera faite dans le cadre du schéma de sécurité civile. Toutefois, les industries font leur évaluation à notre demande.
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
 - Un processus provincial normalisé?
 - Un processus fédéral normalisé?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Selon les exigences qui sera prévues aux schéma de sécurité civile

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique
- Organisation locale de gestion des urgences
- Administration municipale
- Tous les services susmentionnés
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

Une copie de leur plan de mesures d'urgence avec l'évaluation des risques nous est fournie

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
 - Oui Non

- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....x
- Quelque peu préparée
- Pas préparée.....
- Ne sais pas

Nous possédons un plan de mesures d'urgence bien établi. De plus, un programme de formation pour les responsables des services est en cour de réalisation.

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....x
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....
- Ne sais pas

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiancex
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui x Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
 - Oui Non
 - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
 - Dans la négative, pourquoi?

Nous possédons une salle des mesures d'urgence avec toutes les facilités

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui x Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui Non
- Dans l’affirmative, dans quel but?
 - Formation
 - Créer une organisation de mesures d’urgence.....
 - Acheter du matériel d’intervention
 - Constituer une capacité d’intervention CBRNE
 - Constituer une capacité d’intervention SARMU
 - Constituer une capacité d’intervention en cas de cyberattaque.....
 - Autre (veuillez préciser ci-dessous)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l’intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui Non
- Dans l’affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
 - Satisfaite
 - Quelque peu satisfaite
 - Pas satisfaite
 - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu’est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC?

Trois-Rivières

Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Aucune

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il? Ligne téléphonique multiple
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
 - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non
- Ce système vous satisfait-il?
 - Oui Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
 - Oui Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Non

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils

Trois-Rivières

l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?
 - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
 - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement

de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
 - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
 - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement

Trois-Rivières

provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Questions de suivi

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
 - À la radio locale
 - À la télévision locale
 - À la radio nationale
 - À la télévision nationale

- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias X
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui X
 - *Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence*
 - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
 - Fournitures stockées (voir 2b)
 - Équipement d'urgence spécial
 - Précisez

- Fournitures médicales
- Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
- Aliments et eau
- Autres
 - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non X

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme
 - J'ai accès à une cache
 - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
 - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
- Non à tout ce qui précède X

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

**Vancouver
Colombie-Britannique**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Jackie Kloosterboer – Ville de Vancouver – Coordonnatrice de la planification des mesures d'urgence

10 années d'expérience de la planification des mesures d'urgence

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
 - Rurale
 - UrbaineX – X 600,000 / 114 km ca, 5 263 personnes/km
 - Rurale et urbaine

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière..... (environ 50 km)
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..X
- Toutes ces réponses

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
 - Un processus provincial normalisé?
 - Un processus fédéral normalisé?

Évaluation complétée il y a quatre ans environ. Une évaluation des risques et de vulnérabilité (ÉRV) est en cours et l'on procède à une évaluation annuelle.

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police
- Service des incendies
- Ambulanciers
- Santé publique
- Organisation locale de gestion des urgences
- Administration municipale
- Tous les services susmentionnésX
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non X)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui Non (pas actuellement)
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?

Vancouver
[traduction]

- Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

Police/Service des incendies/GRC

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée
- Quelque peu préparéeX
- Pas préparée
- Ne sais pas

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé
- Quelque peu préparé.....X
- Pas préparé
- Ne sais pas

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance
- J'ai confiance.....X
- Je n'ai pas confiance
- Je ne sais pas

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu utiliser un bâtiment, un bureau, etc., particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
 - Oui Non
 - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
 - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

- Dans la négative, pourquoi?

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
 - Santé publique
 - Ambulanciers
 - Service des incendies
 - Service de police
 - Organisation de mesures d'urgence locale.....
 - Organisation de mesures d'urgence provinciale

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des

Vancouver
[traduction]

urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
 - FormationX
 - Créer une organisation de mesures d'urgence
 - Acheter du matériel d'interventionX
 - Constituer une capacité d'intervention CBRNEX
 - Constituer une capacité d'intervention SARMUX
 - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque
 - Autre (veuillez préciser ci-dessous)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
 - Satisfaite
 - Quelque peu satisfaite
 - Pas satisfaite
 - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

Changes to the application process

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du

PCPC?

Frequently and successfully (USAR/HAZMAT)

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

First responder training opportunities and outfitting of first responders (HAZMAT)
Process is very cumbersome

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Le Programme de protection civile de quartier (PPCQ) offre des ateliers aux centres communautaires de Vancouver pour sensibiliser les citoyens aux mesures de protection de la personne et des familles, à l'évaluation des dommages et au sauvetage léger, à la sécurité-incendie et aux premiers soins en cas de catastrophe ainsi qu'à la constitution d'équipes. Le PPCQ organise également des ateliers à la demande de groupes communautaires et participe aux activités communautaires de diffusion de l'information sur la protection civile.

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi? Attendons le programme Can-Alert que le gouvernement fédéral est en train de mettre au point
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence? Médias et porte-à-porte des services d'urgence ainsi que diffusion par haut-parleurs installés sur des véhicules.
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente) Partenariat avec la radio, la télévision. Participation à un réseau national de radiodiffusion d'urgence mis au point et en œuvre par le gouvernement fédéral.
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
 - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non – Pas automatiquement. Demande faite auprès de chaque média
- Ce système vous satisfait-il?
 - Oui Non

Vancouver
[traduction]

- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

Dispositions plus officielles avec les médias et les administrations locales. En cours de négociation

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
 - Oui Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes? Au stade initial et formation limitée à ce jour.

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Non – ils sont interopérables au sein de la région

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non

Impossible de répondre faute de renseignements complets. Elle le pourrait en cas de risque faible ou moyen, mais cela dépendrait de l'étendue de l'incident et du type de produit chimique

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non

La question est plutôt vague, car les cyberattaques peuvent prendre diverses formes. La responsabilité incomberait dans une large mesure aux fournisseurs de service. Nous travaillons avec la province et les services de protection civile du Canada par l'intermédiaire du CCRC pour surveiller le niveau de gravité des menaces.

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non

Formé par le Justice Institute of BC et suit des cours universitaires en gestion des urgences.

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui Non Reconnaît les limites puisque les Forces canadiennes n'ont pas d'effectif en Colombie-Britannique

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?
 - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
 - Oui Non

Le recours aux Forces canadiennes est coordonné par l'intermédiaire du PEP

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5 – Ces catégories ne sont pas conformes aux lignes directrices internationales

Vancouver
[traduction]

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

650 000 \$/année plus les coûts d'un effectif

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

L'équipe de Vancouver a déjà atteint ce niveau.

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

Puisqu'il s'agit d'une ressource provinciale et nationale, elle devrait être financée en conséquence. La contribution municipale prend la forme de dotation en personnel. Nous finançons plus que la dotation à l'heure actuelle.

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui Non – En cours

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui Non – En cours

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non – En cours
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
 - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement

fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
 - Oui Non – Sauf dans le cadre d'intervention normale des services de police, des incendies et du génie.
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats publics privés, groupes de travail, etc.)

Des démarches ont été entreprises avec les services publics locaux par l'intermédiaire du Comité de liaison mixte en cas d'urgence (comité régional pangouvernemental).

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

**Vernon
Colombie-Britannique**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Pat Cantner – coordonnateur des mesures d'urgence de Vernon/Coldstream

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
 - Rurale
 - Urbaine
 - Rurale et urbaineX

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport..X
- Toutes ces réponses

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
 - Un processus provincial normalisé?
 - Un processus fédéral normalisé?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Tous les cinq ans

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique
- Organisation locale de gestion des urgences
- Administration municipale
- Tous les services susmentionnésX
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?
 - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....
- Quelque peu préparéeX
- Pas préparée.....
- Ne sais pas

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....X
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....
- Ne sais pas

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confianceX
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc., particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
 - Oui Non
 - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
 - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

Avons adopté le modèle BCERMS pour le SOU et le SCI EOC

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités

Vernon
[traduction]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
 - FormationX
 - Créer une organisation de mesures d'urgence.....X
 - Acheter du matériel d'interventionX
 - Constituer une capacité d'intervention CBRNE
 - Constituer une capacité d'intervention SARMU
 - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
 - Autre (veuillez préciser ci-dessous)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
 - Satisfaite
 - Quelque peu satisfaite
 - Pas satisfaite
 - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC?

Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Cinq demandes de financement approuvées dans le cadre du PCPC

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Aucun

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi? – Nous y travaillons à l'heure actuelle
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente) – diffusion des messages par les stations de radio et de télévision locales
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
 - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non
- Ce système vous satisfait-il?
 - Oui Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

Vernon
[traduction]

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
 - Oui Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Non

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non X

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui Non Inconnu
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non Inconnu

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
 - Oui X Non

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui Non Inconnu
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?
 - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
 - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non X

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Vernon
[traduction]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non Inconnu
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
 - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
 - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats publics-privés, groupes de travail, etc.)

Nous y travaillons à l'heure actuelle dans le cadre d'une initiative d'information et sensibilisation de la population.

Questions de suivi

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
 - À la radio locale X
 - À la télévision locale X
 - À la radio nationale
 - À la télévision nationale
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale X
- Par législation locale
- Autre : expliquez

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui
 - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence X
 - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
 - Fournitures stockées X (voir 2b)
 - Équipement d'urgence spécial X
 - Précisez
 - Fournitures médicales X
 - Fournitures pour abris (lits de camp et lits) X
 - Aliments et eau
 - Autres

Vernon
[traduction]

- Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui X (voir 2c)
- Non

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme X
 - J'ai accès à une cache
 - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
 - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
 - Non à tout ce qui précède

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

**Victoria
Colombie-Britannique**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Ken Neilson, coordonnateur des mesures d'urgence, Ville de Victoria
Ancien officier du service de sauvetage de la Marine canadienne

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est : 78 000 x 18 Km²
 - Rurale
 - UrbaineX
 - Rurale et urbaine

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..X
- Toutes ces réponses

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui Non «

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

Victoria
[traduction]

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
 - Un processus provincial normalisé?
 - Un processus fédéral normalisé?

Normes de BCERMS

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Tous les dix ans

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique
- Organisation locale de gestion des urgences
- Administration municipale
- Tous les services susmentionnésX
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

L'industrie coopérative en règle générale, contrairement aux organismes fédéraux

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

Manque de renseignements cruciaux de la part de Transports Canada au sujet du trafic aérien dans le port

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui Non – Peu préoccupée, risque faible
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?

- Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

Police locale, CCRAC et MDN

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....
- Quelque peu préparéeX
- Pas préparée.....
- Ne sais pas

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....X
- Ne sais pas

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance
- J'ai confiance.....X
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc., particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
 - Oui X Non
 - Dans l'affirmative, veuillez le décrire. SOU installé dans un bâtiment en acier de trois étages résistants aux secousses séismiques d'une magnitude de 8,5 et munis de génératrice de secours d'une capacité d'une semaine.
 - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non

Victoria
[traduction]

- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre
SCI d'après le BCERMS

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
 - Santé publiqueX
 - Ambulanciers
 - Service des incendiesX
 - Service de policeX
 - Organisation de mesures d'urgence localeX
 - Organisation de mesures d'urgence provinciale

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui Non

- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
 - FormationX
 - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
 - Acheter du matériel d'interventionX
 - Constituer une capacité d'intervention CBRNE
 - Constituer une capacité d'intervention SARMU
 - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
 - Autre (veuillez préciser ci-dessous)

Génératrices et matériel de communication

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

Les critères d'achat d'articles ne répondent pas aux besoins actuels de la collectivité.

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
 - Satisfaite
 - Quelque peu satisfaite
 - Pas satisfaite
 - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient

Victoria
[traduction]

de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

Les critères d'approbation du financement ne répondent pas aux besoins actuels de la collectivité.

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Peu souvent

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Les critères d'achat de l'équipement ne répondent pas aux besoins de la collectivité.

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Programmes d'éducation et de sensibilisation de la population, affiches et ateliers fournis gratuitement aux entreprises et aux citoyens par la Ville de Victoria.

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi? Coûts
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence? Communiqués de presse et protocole de coopération avec les médias pour la diffusion de messages d'urgence.
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
 - Oui Non

Résultats très encourageants de la mise à l'essai du système

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non
- Ce système vous satisfait-il?
 - Oui Non

- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

Système en place mis à l'épreuve et fonctionne bien

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
 - Oui Non – Normes de sécurité publique (APCO 25)
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

Exercices deux fois par année

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Non. Différentes fréquences et largeurs de bandes à cause de la densité spectrale et la non disponibilité de bandes VHF

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non

Capacité limité avec l'aide de la BFC d'Esquimalt

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non

Données insuffisantes pour fournir une réponse valable

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non

Inconnu. La plupart de la formation locale se fait par l'intermédiaire de la Justice Institute of British Columbia. Le CCGU est trop éloigné pour des crédits budgétaires municipaux abordables

Victoria
[traduction]

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?
 - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
 - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

Crédit budgétaire de 13 000 \$ par année pour la formation et l'équipement

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ? L'équipe est composée de bénévoles disposant d'un temps limité pour être déployés ailleurs que dans la région immédiate
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

Les équipes locales sont appelées pour prêter main-forte à la GRC, aux services du coroner, à la Garde côtière auxiliaire canadienne, au programme d'urgence de la province et aux villes et municipalités avoisinantes

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui – Travail en cours Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
 - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

Victoria
[traduction]

AUCUNE. L'argument invoqué est qu'il verse des subventions au lieu d'accorder des crédits d'impôt. Nos multiples négociations avec Transports Canada au sujet des questions portuaires se sont heurtées à un mur de brique. Un parfait exemple sont les fonds versés pour la protection contre les incendies dans le port qui se limitent à l'hydrobase. Aucune aide financière fournie. On estime que c'est du ressort de la municipalité.

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
 - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

Aucune. L'argument invoqué est que le financement provincial dans certaines zones annule le besoin de ce type de financement

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

Programme de sensibilisation et de formation pour accroître le niveau d'importance ou de la protection d'infrastructures essentielles

Questions de suivi

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
 - À la radio locale
 - À la télévision locale
 - À la radio nationale
 - À la télévision nationale
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias **Les stations ferment après 00:00 heures dans certains cas et passent à une programmation automatisée**
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale

- Autre : expliquez
- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui
 - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
 - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
 - Fournitures stockées (voir 2b) X
 - Équipement d'urgence spécial X
 - Précisez
 - Fournitures médicales X
 - Fournitures pour abris (lits de camp et lits) X
 - Aliments et eau X
 - Autres X
 - Précisez –Outils de construction de base pour dégager les personnes prisonnières d'édifices écroulés ainsi que pour construire des abris temporaires
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non X – Nous les avons construites nous-mêmes ou achetées avec nos propres fonds.

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme X
 - J'ai accès à une cache
 - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
 - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
 - Non à tout ce qui précède

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

**Victoriaville
Québec**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Martin Leblond
Directeur Sécurité Publique
Ville de Victoriaville

Plus de 20 ans dans le domaine

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
 - Rurale
 - Urbaine
 - **Rurale et urbaine..X**

Population ¹ en 2007	Population ² active	Superficie en km ²		Densité de population / km ²	Kilomètres de rues et routes
		urbaine	rurale		
40562	19665	30,7	51,2	493,3	350

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- **Installation industrielle importanteX**
- Poste frontière.....
- Port / aéroport régionalX
- Toutes ces réponses

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, **une inondation**, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou **de verglas**, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

Verglas et inondation

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non **Verglas au Québec**
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit? Une fois

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
 - Un processus provincial normalisé?
 - Un processus fédéral normalisé?

Les niveaux d'exposition

Les risques	Estimation des probabilités (1 à 10) ¹	Estimation des conséquences (1 à 10)	Niveau d'exposition	Priorité
Accident industriel	8	8	64	1
Accident routier	4	5	20	10
Chute d'aéronef	1	3	3	16
Conflagration	5	5	25	4
Désordres climatiques ²	7	3	21	8
Désordres sociaux ³	3	2	6	14
Évacuation – pompier (911)	1	3	3	17
Feux de forêt	4	3	12	12
Glissement de terrain	3	3	9	13
Inondation	9	5	45	3
Pandémie	6	9	54	2

Victoriaville

Panne d'électricité - télécommunication	5	6	25	5
(eau potable)	4	6	24	6
Rupture de barrage	3	8	21	9
Séisme	3	5	15	11
Sinistres mineurs	7	3	21	7
Terrorisme	1	5	5	15

¹ Probabilité et conséquence : valeur entre 1 et 10, 1 étant la moins grave.

² Les désordres climatiques comprennent : tornade, ouragan, orage violent, verglas, variation des températures...

³ Les désordres sociaux comprennent : disparition de personnes, empoisonnement collectif, grève, manifestation, mouvement de panique...

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Révisé en 2007 et par la suite selon le programme d'atténuation de risques que nous allons mettre en place en 2008

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....X
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique
- Organisation locale de gestion des urgencesX
- Administration municipaleX
- Tous les services susmentionnés
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui X Non)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui X Non)

Chacune des missions regardent les risques lors des réunions de gestion

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui X Non Risques majeures environnemental sur la loi canadienne
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques? Oui

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques? **Sur notre capacité d'Agir et pour définir les mesures d'atténuation du risque. L'évaluation de la mise en place d'équipe d'intervention spécialisée.**

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui Non Voir l'évaluation de risque (peu probable)
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
 - Oui Non X
 - Dans la négative, pourquoi? Sûreté du Québec en a un et ils font partis de notre organisation , donc indirectement nous recevons de l'information mais nous ne sommes pas dans une région identifié comme à risques
 - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....
- Quelque peu préparéeX
- Pas préparée.....
- Ne sais pas

Il a une révision et un changements importants en 2007

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....X
- Pas préparé.....
- Ne sais pas

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance
- J'ai confiance.....X local seulement mais lors du verglas où nous sommes plus d'une ville impliquée, il s'agit d'aide très limitée
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
 - Oui Non

Victoriaville

- Dans l'affirmative, veuillez le décrire
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre
- Table de coordination des mesures d'urgence et Poste de commandement de site

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non **À venir**
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures Selon les risques très élevés majeures, propane , Chlore ,
- 48 heures Élevé
- 72 heures Moyen
- 96 heures autres

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui Non **En processus avec chaque Mission**
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
 - Santé publique
 - Ambulanciers
 - Service des incendies
 - Service de police
 - Organisation de mesures d'urgence locale
 - Organisation de mesures d'urgence provinciale

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité X
- Le gouvernement provincial X
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui X Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui X Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui Non à venir pour 2008-2009
- Dans l'affirmative, dans quel but?
 - FormationX
 - Créer une organisation de mesures d'urgence.....X
 - Acheter du matériel d'interventionX
 - Constituer une capacité d'intervention CBRNEX
 - Constituer une capacité d'intervention SARMU à évaluer
 - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
 - Autre (veuillez préciser ci-dessous)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?
- Très mal informé au niveau Canadien et peu de programme dans l'ensemble
- S'adresse également au provincial

Victoriaville

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
 - Satisfaite
 - Quelque peu satisfaite
 - Pas satisfaite X
 - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

Notre demande était pour l'organisation d'une équipe Hazmat et elle a été refusée. C'est un grand besoin en région. Seule une poignée de Villes peuvent faire face à ce genre d'urgence avec les bons équipements et le personnel formé. C'est le trou noir de bien des Villes au Québec.

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Une fois

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Les équipements ;

La formation

Les mesures d'atténuations de risques et subvention aux entreprises pour diminuer le risque dans des secteurs avec une densité de population élevé.

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de

l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?

- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il? Système Somum téléphonique et Porte à porte, Méthode d'évacuation
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait? Somum 95% de réponses
 - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non
- Ce système vous satisfait-il?
 - Oui Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui Non PC avancé avec coordination des responsables en place
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
 - Oui Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non

Nucléaire et radiologique limité; Armée canadienne et SQ

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non

Victoriaville

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui Non Quelques uns
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui Non Ils nous ont appelé pour nous rencontrer
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui Non Shawinigan
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?
 - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
 - Oui Non

En processus

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi?

Ententes de services municipaux.réalisées.

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial X
- Gouvernement fédéral X
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui X Non Usine de filtration , centrale 911, poste Hydro Québec , hôpital ..

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui Non X

Victoriaville

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non Pas identifié dans notre organisation
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
 - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non ?????????? Même questionnement Hôpitaux
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
 - Oui Non X
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

Commencer par informer du risque et de la protection

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

Formation d'un CMMI

Questions de suivi

(La municipalité n'a pas soumis de réponse aux questions de suivi)

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

**Windsor
Ontario**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

David T. Fields, Chef des pompiers, Services des incendies et de sauvetage de Windsor, CCGU. 40 ans d'expérience dans le domaine des services d'incendie, 18 ans d'expérience de la gestion des urgences.

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
 - Rurale
 - UrbaineX
 - Rurale et urbaine

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....X
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..X
- Toutes ces réponsesX

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

Incendie important cette année. Une panne d'électricité importante il y a trois ans.

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

Windsor
[traduction]

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
 - Un processus provincial normalisé?
 - Un processus fédéral normalisé?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Évaluation annuelle.

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....X
- Service des incendies.....X
- Ambulanciers.....X
- Santé publiqueX
- Organisation locale de gestion des urgencesX
- Administration municipaleX
- Tous les services susmentionnésX
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

Elles collaborent volontiers.

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

Un grave incendie de manufacture risque d'entraîner la perte d'emploi, l'érosion de l'assiette fiscale et la déstabilisation des finances de la ville en général. L'industrie pourrait prendre part à une infrastructure cruciale au sein de la collectivité en stockant ou en utilisant des produits dangereux susceptibles un impact considérable en cas d'urgence.

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
 - Oui Non

- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

La province d'Ontario, à l'instar de ceux de Toronto et d'Ottawa, a désigné le service des incendies de Windsor comme groupe d'intervention dans le cadre d'un programme de protection de la force chimique, biologique, radiologique et nucléaire (PPFCBRN). Nous sommes également l'équipe d'intervention d'urgence en cas de déversement de matières dangereuses pour le comté d'Essex avec qui nous avons conclu un contrat. La police de Windsor, le système de gestion des urgences d'Essex/Windsor et le médecin-conseil en santé publique font partie du groupe. Nous nous entraînons également avec l'équipe provinciale d'intervention en cas d'urgence (PERT).

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....
- Quelque peu préparéeX
- Pas préparée.....
- Ne sais pas

Je crois qu'il est juste de dire que nous pourrions en faire davantage. Assurer la formation continue dans les entreprises est un défi compte tenu des départs à la retraite, des programmes de restructuration et des questions de relève.

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....X
- Ne sais pas

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confianceX
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui Non X
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
 - Oui X Non
 - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
 - Dans la négative, pourquoi?

Notre COU est également utilisé par le service des incendies pour donner de la formation.

Windsor
[traduction]

Il est doté de lignes téléphoniques/électroniques dédiées, de générateur auxiliaire, de soutien pour la câblodistribution, la télévision par satellite, le téléphone et les ordinateurs ainsi que d'installations de soutien.

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre
SCI/SGI – La formation n'a pas été donnée à tous les organismes. En attente des lignes directrices du comité provincial de la SGI.
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi? Nous avons une entente d'aide mutuelle avec le comté d'Essex en cas d'incendie. Il nous est toutefois impossible de conclure une entente similaire avec nos voisins américains. Le gouvernement fédéral doit prendre l'initiative, ce qu'il n'a pas fait.
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

Il n'existe pas de formule simple. Tout dépend du type d'urgence. L'aide régionale d'abord, provinciale ensuite, puis fédérale.

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
 - Santé publiqueX
 - AmbulanciersX
 - Service des incendiesX
 - Service de police
 - Organisation de mesures d'urgence localeX

- Organisation de mesures d'urgence provincialeX

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité X
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui Non X
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

Ce que nous pourrions nous permettre à ce moment-là et suivant l'évaluation des besoins et l'expérience passée.

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui X Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
 - FormationX
 - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
 - Acheter du matériel d'interventionX
 - Constituer une capacité d'intervention CBRNEX
 - Constituer une capacité d'intervention SARMU
 - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
 - Autre (veuillez préciser ci-dessous)X

Équipement de communication.

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite X
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

Notre ville étant une ville frontalière et un couloir commercial important, on s'attend à ce que son assiette fiscale locale assume une trop large part du fardeau.

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des

Windsor
[traduction]

urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
 - Satisfaite
 - Quelque peu satisfaite
 - Pas satisfaite
 - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

J'ai réussi à obtenir des fonds. La participation provinciale est inexistante, ce qui laisse la municipalité l'obligation de combler la différence entre les fonds du PPE et les coûts du projet.

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Nous aimerions avoir de l'aide pour l'installation de générateurs auxiliaires dans des endroits cruciaux. Il manque de fonds. Nous aimerions obtenir des fonds pour compenser les coûts de modernisation du COU. Le COU actuel répond de moins en moins aux besoins.

Je n'ai pas de poste de gestionnaire dédié à la gestion des mesures d'urgence. Un chef et un chef adjoint de la gestion des mesures d'urgence se partagent les tâches. Pas assez de temps à consacrer au programme.

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Soutien Internet à www.windsorfire.com, Children's Safety Village, dépliants de sensibilisation de la population dans tous les bureaux municipaux, publicité dans diverses publications, etc. – exercice annuel, annonces d'intérêt public, Centre d'appels 311

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi? – Examinons un système « Reverse 9-1-1 », mais certains problèmes de base de données restent à surmonter. Nous avons besoin de fonds pour aller de l'avant avec cette initiative.
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence? - Médias.
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
 - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non X
- Ce système vous satisfait-il?
 - Oui Non X
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales? – Fonds municipaux. Réseau des stations radio, mais il n'y a pas d'interopérabilité avec les services du comté. Nous avons une subvention pour le programme conjoint de planification d'urgence pour l'achat du matériel afin de régler le problème cette année.
 - Oui Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Non.

Windsor
[traduction]

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non

Personnel, temps et manque de fonds pour la formation. Les responsabilités des municipalités sont trop grandes pour le peu de ressources dont elles disposent.

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?

Le chef des pompiers a assisté à un atelier au Collège des pompiers de l'Ontario. Windsor entretient de bonnes relations avec le commandant du régiment. Aucun problème.

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?
 - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus

de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?

- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Windsor
[traduction]

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non – Pas à ce que je sache
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
 - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

Aucune.

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
 - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

Aucune.

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

Représentation au sein du Comité du Programme de gestion des mesures d'urgence
Exercices de sensibilisation régionaux

Questions de suivi

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)

- À la radio locale
- À la télévision locale
- À la radio nationale
- À la télévision nationale

- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité X

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui
 - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence X
 - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence X
 - Fournitures stockées (voir 2b)
 - Équipement d'urgence spécial X
 - Précisez
 - Fournitures médicales X
 - Fournitures pour abris (lits de camp et lits) X
 - Aliments et eau X
 - Autres
 - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non

Je ne sais pas. Désolé. Je travaille à temps partiel seulement comme coordonnateur de la gestion des services d'urgence communautaires (GSUC). C'est un poste à temps plein, mais il n'y a pas d'argent pour le doter. Je suis le chef des pompiers et le coordonnateur du service des incendies pour le comté ainsi que le coordonnateur municipal de la GSUC.

Windsor
[traduction]

BEAUCOUP TROP de responsabilités et PAS ASSEZ de ressources.

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme X
 - J'ai accès à une cache X
 - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
 - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
 - Non à tout ce qui précède

Le SGU et la Croix Rouge de concert avec les services sociaux s'en occupent, mais ils ne sont pas disponibles aujourd'hui. Désolé. C'est le mieux que je peux faire pour l'instant.

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

**Winnipeg
Manitoba**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Randy Hull

Coordonnateur de la protection civile, Ville de Winnipeg

8 ans dans le poste actuel, s'occupe des communications de crise depuis 16 ans

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est : URBINE; population 640 000
 - Rurale
 - Urbaine
 - Rurale et urbaine

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..
- Toutes ces réponses

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

1997 Inondation pendant 28 jours, plus quelques demandes de sacs de sable pour protéger des propriétés abandonnées contre les inondations en 2006 et 2005

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X

Winnipeg
[traduction]

- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
 - Un processus provincial normalisé?
 - Un processus fédéral normalisé?

Un processus provincial normalisé, en quelque sorte? par l'intermédiaire du Bureau du chef des pompiers

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Pas très souvent.

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique
- Organisation locale de gestion des urgences
- Administration municipale
- Tous les services susmentionnés
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui Non

- Dans l’affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d’un plan d’intervention antiterroriste?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi? – Manque de ressource pour y affecter quelqu’un!
 - Dans l’affirmative, quels organismes y prennent part?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3) Capacité d’intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d’urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....
- Quelque peu préparée....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l’ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....
- Ne sais pas

3c. Quelle confiance avez-vous dans l’appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l’état d’urgence à l’échelle locale à la suite d’une catastrophe?

- J’ai une grande confiance
- J’ai confiance.....
- Je n’ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d’urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d’utiliser un bâtiment, un bureau, etc., particulier comme centre de commandement en cas d’urgence?
 - Oui Non
 - Dans l’affirmative, veuillez le décrire 2400 pi ca avec un grand COU de 1400 pi ca et trois salles de réunion, générateur auxiliaire, 20 lignes téléphoniques, 10 postes de radio pour les communications internes, 2 postes de radio amateur, 20 prises pour un réseau informatique LAN, LCD fixé au plafond, LCD portable, imprimantes, fauteuils ergonomiques, 18 postes de travail, systèmes de chauffage et de climatisation autonomes en cas de panne du système de l’édifice, 3 télévisions grand écran, aucune fenêtre à l’étage inférieur.
 - Dans la négative, pourquoi?

Winnipeg
[traduction]

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre
Nous utilisons le SCI sur place, mais un système de gestion dans le COU.
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi? – Les collectivités des environs de Winnipeg sont beaucoup plus petites et il n'y a rien de mutuel entre nos installations et les leurs.
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?

J'en conviens. Elles sont nécessaires entre des collectivités de tailles et de structure d'intervention semblables. Nous disposons de services de police et de pompier professionnels alors que ce n'est pas le cas pour les collectivités avoisinantes. Mais les plus petites collectivités devraient partager leurs ressources limitées entre elles.

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures – PLUS d'heures

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
 - Santé publiqueX
 - Ambulanciers
 - Service des incendiesX
 - Service de policeX
 - Organisation de mesures d'urgence locale
 - Organisation de mesures d'urgence provinciale

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion

des urgences?

- La municipalité X
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui Non X
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

Initialement prévue pour répondre à un besoin spécifique au début des années 1990, mais aujourd'hui le programme est fondé sur des budgets qui ne tiennent pas compte du risque, mais bien des exigences minimales..

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui X Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
 - Formation
 - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
 - Acheter du matériel d'interventionX
 - Constituer une capacité d'intervention CBRNEX
 - Constituer une capacité d'intervention SARMUX
 - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
 - Autre (veuillez préciser ci-dessous)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite X
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

La province regroupe souvent le financement au niveau provincial afin de créer des équipes d'intervention provinciales, ce qui laisse très peu d'argent voire rien du tout pour la Ville de Winnipeg, par exemple, CBRNE et SARMU.

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui X Non

Winnipeg
[traduction]

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
 - Satisfaite
 - Quelque peu satisfaite
 - Pas satisfaite
 - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Une fois au cours des sept dernières années et elle a été acceptée.

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

L'on ne peut juger que d'après la dernière catastrophe. Après l'inondation du siècle en 1997, le programme fonctionnait très bien. Mais depuis, il a dû composer avec les mêmes objectifs de réduction que les autres services municipaux. Le budget de 2007 a aboli un poste; il n'en reste qu'un seul.

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi? ARGENT et ressources humaines.
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi? – Argent et en attente de CANALERT
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence? – Radio et autres médias.
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?

- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non X
- Ce système vous satisfait-il?
 - Oui Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
 - Oui X Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes? – **Durant les exercices**

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant? – INCERTAIN

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui X Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non – **INCERTAIN**

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui X Non

Winnipeg
[traduction]

- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non

La province a réduit le nombre de places, particulièrement dans le cours de gestion des mesures d'urgence parce qu'elle n'est pas d'accord avec le contenu du cours d'Ottawa.

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui Non – **INCERTAIN**

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
 - Oui Non – **Très peu de sensibilisation ou de formation**
 - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
 - Oui Non X
 - Dans la négative, pourquoi? – Aucune formation
 - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
 - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui X Non – Plus petite capacité

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU? – INCERTAIN

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

Formation interne et ressources ne coûtent rien

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi?

Le Bureau du chef des pompiers a constitué une équipe provinciale avec l'argent de la province. La Ville de Winnipeg n'est pas représentée.

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses X
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui X Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui X Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se

Winnipeg
[traduction]

trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
 - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non – INCERTAIN
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
 - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Questions de suivi

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
 - À la radio locale
 - À la télévision locale
 - À la radio nationale
 - À la télévision nationale
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

NON, MAIS NOUS AIMERIONS POUVOIR LE FAIRE. C'EST À LA PROVINCE D'Y VOIR, À NOTRE AVIS. L'organisme chargé des mesures d'urgence pour la province du Manitoba devrait présenter des mesures législatives en vue d'intégrer les médias. Mais on attend le programme CANALERT. Pour la province, il s'agit d'une

question relevant du fédéral.

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui X
 - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
 - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
 - Fournitures stockées **X** (voir 2b)
 - Équipement d'urgence spécial
 - Précisez
 - Fournitures médicales X – **Nous stockons un inventaire de fournitures médicales au centre de santé régional de Winnipeg et dans une des casernes de pompiers**
 - Fournitures pour abris (lits de camp et lits) X – **nous stockons un inventaire de la Croix-Rouge dans les magasins des Travaux publics**
 - Aliments et eau
 - Autres
 - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non X

Winnipeg
[traduction]

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme X
 - J'ai accès à une cache X – **Si j'en fais la demande à la province**
 - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
 - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches NON
 - Non à tout ce qui précède

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

**Wood Buffalo
Alberta**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Kevin Weinberger, chef adjoint de la gestion des urgences et des communications, 14 ans en tant que directeur des services de sinistre

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
 - Rurale
 - Urbaine
 - Rurale et urbaineX

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..
- Toutes ces réponsesX

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

Incendies, inondations, prises d'otage, marchandises dangereuses

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

Wood Buffalo

[traduction]

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
 - Un processus provincial normalisé?
 - Un processus fédéral normalisé?

Nous procédons à une évaluation de la continuité des opérations ainsi que des risques d'inondation des rivières les plus importantes dans les régions urbaines et certaines régions rurales

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Tous les ans

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique
- Organisation locale de gestion des urgences
- Administration municipale
- Tous les services susmentionnés
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

NOUS AVONS DES GROUPES D'ENTRAIDE JURIDIQUES ET PARTAGEONS
VOLONTIERS

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?

- Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

LES GRANDES ENTREPRISES D'EXPLOITATION DES SABLES BITUMINEUX

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....X
- Quelque peu préparée....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas

PRÊTE

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....X
- Pas préparé.....
- Ne sais pas

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confianceX
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc., particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
 - Oui Non
 - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
 - Dans la négative, pourquoi?

NOUS DISPOSONS D'UN COU QUI EST DÉDIÉ AINSI QU'UN CENTRE
D'APPELS ET UNE SALLE DES RADIOS ET POUVONS ACCUEILLIR UNE
QUARANTAINE DE MEMBRES

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non

fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

OUI

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui X Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
 - Formation
 - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
 - Acheter du matériel d'intervention
 - Constituer une capacité d'intervention CBRNE
 - Constituer une capacité d'intervention SARMU
 - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
 - Autre (veuillez préciser ci-dessous)

TOUS SAUF CYBER ET SARMU

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

SATISFAITE QU'UN AUTRE ORGANISME QUE CBRNE NE S'OCCUPE PAS DE
CETTE INITIATIVE

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui Non X

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
 - Satisfaite
 - Quelque peu satisfaite

Wood Buffalo
[traduction]

- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

SATISFAITE ÉTANT DONNÉ QUE NOUS AVONS EU L'OCCASION D'ACHETER
DE L'ÉQUIPEMENT

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

INCERTAIN

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

ÉVOLUTION DE LA TECHNOLOGIE ET DEMEURE À JOUR

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

OUI, NOUS OFFRONS DES PROGRAMMES DE SENSIBILISATION DE LA
POPULATION PAR L'INTERMÉDIAIRE DE COURS DE PEB TOUS LES ANS

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
 - Oui Non

OUI, PROVINCIAL, ET NOUS SOMMES SATISFAITS

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non
- Ce système vous satisfait-il?
 - Oui Non

- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

OUI ET SATISFAITS

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
 - Oui Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

QUELQUE PEU ET SERA INTEROPÉRABLE DANS QUATRE ANS PUISQUE LES SERVICES PROVINCIAL ET LOCAL SERONT PRÊTS EN 2010

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

NON

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non

MINIMAL

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non

INCERTAIN

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non

OUI, DIVERS NIVEAUX DE FORMATION

Wood Buffalo
[traduction]

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?

QUELQUE PEU, ET COMPTONS SUR LA PROVINCE

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?
 - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
 - Oui Non

NON, NOUS SOMMES ISOLÉS

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

VILLE D'EDMONTON

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

QUELQUES JOURS

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

LES TROIS ORDRES DE GOUVERNEMENT ÉTANT DONNÉ QUE TOUS LES
CITOYENS EN PROFITENT

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui X Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui X Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
 - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

JE NE SAIS PAS

Wood Buffalo
[traduction]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
 - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

EN COLLABORATION AVEC NOTRE MUNICIPALITÉ

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

ENTENTES D'ENTRAIDE AVEC NOS PRINCIPAUX PARTENAIRES
INDUSTRIELS

Questions de suivi

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
 - À la radio locale
 - À la télévision locale
 - À la radio nationale
 - À la télévision nationale
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez

En cas d'urgence locale, nous pouvons utiliser le système d'avertissement public de l'Alberta pour diffuser des messages importants à la radio et à la télévision en interrompant la programmation habituelle. Nous avons déjà eu des problèmes lorsque nous avons omis de déclarer l'état d'urgence local et que nous ne pouvions interrompre la programmation des stations de radio durant les fins de semaine, car elle avait été programmée préalablement et nous n'avons pu joindre nos personnes-ressources.

Trois personnes de la municipalité connaissent les codes, ont reçu la formation et sont autorisées à utiliser le système

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui
 - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
 - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
 - Fournitures stockées (voir 2b)
 - Équipement d'urgence spécial
 - Précisez
 - Fournitures médicales
 - Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
 - Aliments et eau
 - Autres
 - Précisez

Nous avons pris des dispositions et avons constitué une réserve de lits de camp et de literie ainsi que de fournitures médicales pour soigner un grand nombre de blessés. Nous avons discuté d'approvisionnement d'urgence d'aliments avec les détaillants et de ce qu'ils pouvaient nous fournir.

- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme
 - J'ai accès à une cache
 - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
 - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
 - Non à tout ce qui précède

Je ne le connais pas

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

**Woodstock
Ontario**

chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Scott C. Tegler, chef du Service des incendies et coordonnateur de la gestion des mesures
d'urgence communautaires
22 ans au Service des incendies, 6 ans en tant que coordonnateur de la gestion des mesures
d'urgence

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
 - Rurale
 - Urbaine
 - Rurale et urbaineX

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..X
- Toutes ces réponses

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
 - Un processus provincial normalisé?
 - Un processus fédéral normalisé?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Processus continu, mais de façon officielle une fois par année

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique
- Organisation locale de gestion des urgences
- Administration municipale
- Tous les services susmentionnés
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

Très coopératives

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

Permettent la vérification et d'apporter des modifications le cas échéant

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?
 - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Woodstock
[traduction]

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....X
- Quelque peu préparée
- Pas préparée.....
- Ne sais pas

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....X
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....
- Ne sais pas

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance
- J'ai confiance.....X
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui Non X
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc., particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
 - Oui X Non
 - Dans l'affirmative, veuillez le décrire – Bureau principal – Service de police; bureau secondaire – Service des incendies
 - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre
S
G
I
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
 - Santé publiqueX
 - Ambulanciers
 - Service des incendies
 - Service de police
 - Organisation de mesures d'urgence locale
 - Organisation de mesures d'urgence provinciale

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des

Woodstock
[traduction]

urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
 - Formation
 - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
 - Acheter du matériel d'intervention
 - Constituer une capacité d'intervention CBRNE
 - Constituer une capacité d'intervention SARMU
 - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
 - Autre (veuillez préciser ci-dessous)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
 - Satisfaite
 - Quelque peu satisfaite
 - Pas satisfaite
 - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

La paperasse administrative est lourde pour ce que ça vaut. Puis une fois le financement approuvé, il faut attendre des mois avant d'obtenir les fonds de la municipalité.

Personnellement, j'estime qu'il y a un degré de professionnalisme dans les requêtes de telle sorte qu'une fois l'approbation accordée, une partie des fonds devrait être immédiatement remise à la

municipalité. La confirmation de l'exécution du projet pourrait ensuite être envoyée et le gouvernement fédéral en être informé.

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Six fois à ma connaissance, dont trois ont été approuvées

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Étant donné qu'il s'agit d'une activité assujettie à la loi, les différentes collectivités sont susceptibles de se heurter à des questions complexes et d'éprouver de la difficulté à atteindre le niveau requis si les fonds nécessaires ne leur sont pas versés immédiatement.

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
 - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non
- Ce système vous satisfait-il?
 - Oui Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Woodstock
[traduction]

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
 - Oui Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non X

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non X

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui X Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui X Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui X Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?

Je n'en ai pas encore eu l'occasion. Dans la majorité des municipalités, y compris la mienne, le rôle de coordonnateur de la gestion des mesures d'urgence vient s'ajouter aux autres responsabilités d'une charge de travail déjà complète. Par conséquent, bon nombre de ces détails ou tâches courantes passent par-dessus bord et il n'y a pas assez de temps dans une journée pour les exécuter convenablement. Certaines municipalités ont créé un poste à temps partiel ou à temps plein pour s'occuper de ces questions au niveau local, mais ce n'est pas la majorité. Les municipalités n'ont reçu aucune aide financière directe pour recruter quelqu'un et celles qui ont créé le poste se font échauder à cause de toutes les exigences à satisfaire.

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
 - Oui Non
 - Dans la négative, pourquoi?
 - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
 - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Woodstock
[traduction]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral X
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

Le gouvernement fédéral en veillant à ce que chaque province dispose du matériel nécessaire et que la formation soit la même d'un bout à l'autre du pays.

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui X Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui X Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
 - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
 - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

Nous échangeons avec le secteur privé du mieux que nous pouvons afin de sensibiliser les gens d'affaires aux conséquences de divers sinistres.

Questions de suivi

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
 - À la radio locale
 - À la télévision locale
 - À la radio nationale
 - À la télévision nationale
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias X
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

Woodstock
[traduction]

- Oui
 - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
 - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
 - Fournitures stockées (voir 2b)
 - Équipement d'urgence spécial
 - Précisez
 - Fournitures médicales
 - Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
 - Aliments et eau
 - Autres
 - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus X

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme
 - J'ai accès à une cache
 - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
 - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
 - Non à tout ce qui précède X